

A11A32  
E881  
2000/01  
QL  
P. gouv.

# **ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**PROGRAMME 04 ÉLÉMENT 01**

**SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES**

**> CAHIER EXPLICATIF**

**SECTION 1**

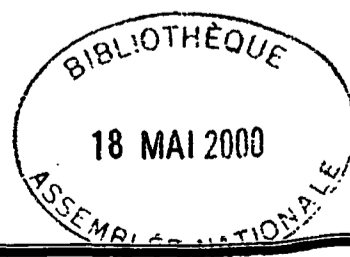
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE :**

**> RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**SECTION 2**

**> RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

**SECTION 3**



11

A11A32

E881

2000/01

QL

P.500K

Lecture

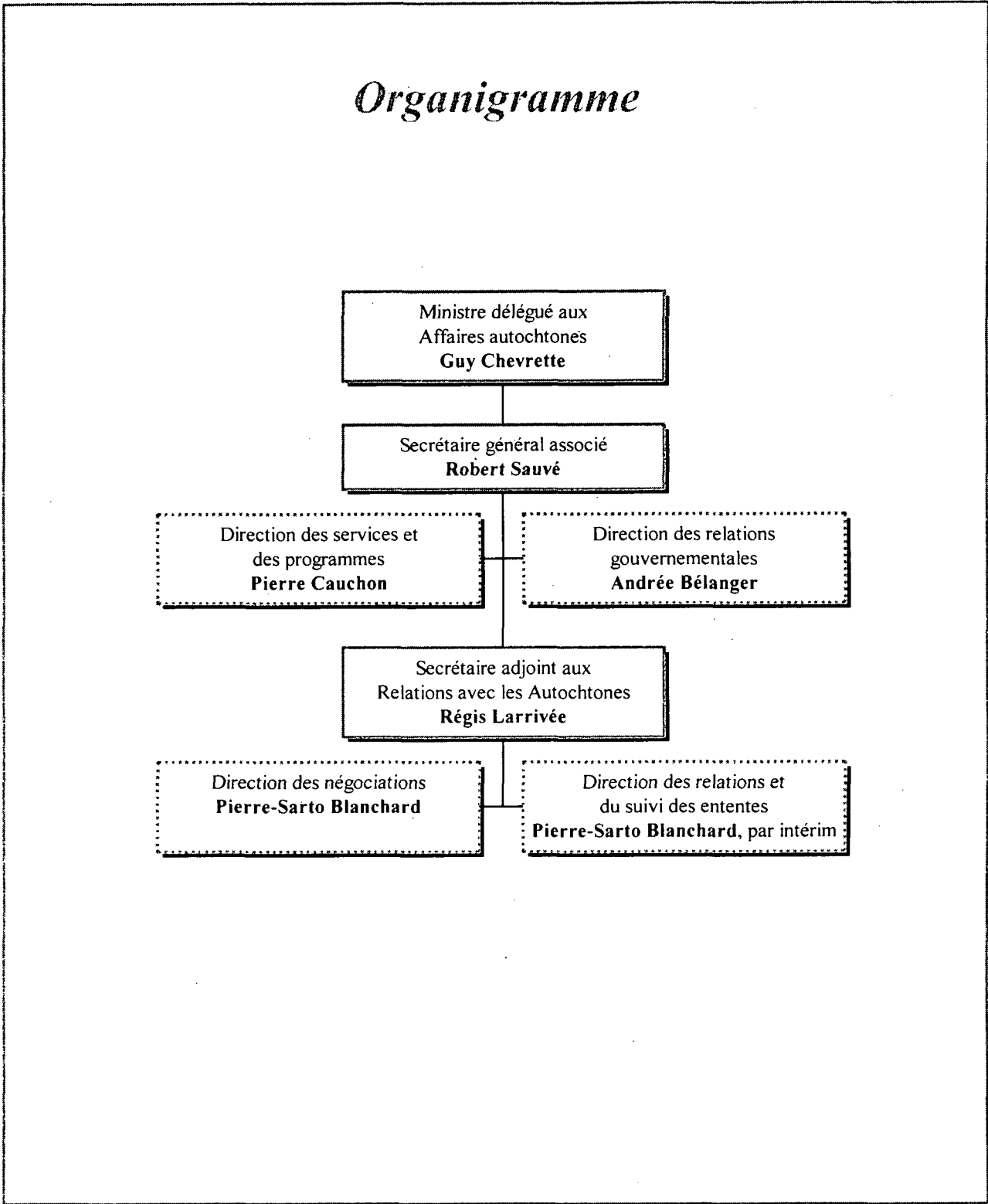
Am Place



**SECTION 1**

**CAHIER EXPLICATIF**

ORGANISATION



Identification	Numéro	Titre
Programme	04	Affaires autochtones
Élément	01	Secrétariat aux affaires autochtones
Responsable	Monsieur Robert Sauvé	

## MANDAT

Deux décrets du gouvernement, adoptés respectivement le 18 janvier 1978 et le 14 janvier 1987, régissent les activités du Secrétariat aux affaires autochtones (décrets 154-78 et 17-87).

En vertu de ces décrets, le mandat du Secrétariat aux affaires autochtones consiste à:

- élaborer, en concertation avec les intéressés, des politiques gouvernementales en milieu amérindien et inuit ;
- coordonner et s'assurer de la cohérence des activités des ministères et organismes gouvernementaux en milieu amérindien et inuit ;
- fournir une information générale aux Autochtones et l'information sur les politiques gouvernementales en matière autochtone au public en général ;
- négocier des ententes globales en collaboration avec les ministères concernés, conseiller les ministères dans la négociation des ententes sectorielles et veiller à la mise en œuvre des ententes conclues.

Par ailleurs, l'adoption de la loi modifiant la loi sur le ministère du Conseil exécutif en matière d'affaires autochtones précise à la section III.2, les responsabilités du ministre délégué aux Affaires autochtones.

## SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR SUPERCATÉGORIE

PROGRAMME : 04 - Affaires autochtones

ÉLÉMENT: 01 - Secrétariat aux affaires autochtones

REPOSABLE : Monsieur Robert Sauvé

Supercatégorie	Crédits 2000-2001	Crédits 1999-2000	Augmentation (diminution)	
			\$	%
<b>Budget de dépenses</b>				
Fonctionnement personnel	2 454,2	2 579,4	-125,2	-4,9%
Fonctionnement autres dépenses	1 718,0	2 618,0	-900,0	-34,4%
Budget d'investissements d'immobilisations	16,8	16,8	0,0	0,0%
Transfert	9 045,7	8 045,7	1 000,0	12,4%
Prêts, placements et avances				
<b>TOTAL</b>	<b>13 234,7</b>	<b>13 259,9</b>	<b>-25,2</b>	<b>-0,2%</b>
Effectif régulier autorisé	45	45		
Effectifs total autorisé	45	45		

**PR. 04 ÉL. 01 - PAGE 2**  
**ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES**

Sommaire des crédits

	2000-2001	1999-2000	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	2 454,2	2 579,4	-125,2	-4,9%
Fonctionnement - autres dépenses	1 718,0	2 618,0	-900,0	-34,4%
Budget d'investissements d'immobilisations	16,8	16,8	0,0	0%
Transfert	9 045,7	8 045,7	1 000,0	12,4%
Prêts, placements et avances				
<b>TOTAL</b>	<b>13 234,7</b>	<b>13 259,9</b>	<b>-25,2</b>	<b>-0,2%</b>

Explication des écarts par supercatégorie

**Fonctionnement-personnel**

Diminution des dépenses en traitement de manière à refléter les coûts annuels réels dans cette supercatégorie.

**Fonctionnement - autres dépenses**

Diminution de 500 K\$ dans les frais de communications et de transport.

Diminution de 300 K\$ dans les dépenses de services professionnels

**Transfert**

Augmentation de 1 M\$ pour répondre aux besoins dans le cadre du Fonds de développement des Autochtones.

# SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

PR. 04 ÉL. 01

## RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR SECTEUR DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE

SECTEUR DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	Adm. d'État Cadres supérieurs	Cadres intermédiaires	Professionnels	Techniciens, employés de bureau	Agents de la paix	Ouvriers	TOTAL 1999-2000	TOTAL 2000-2001
Bureau du secrétaire général associé	1			1				2
Bureau du secrétaire adjoint	1			1				2
Direction des services et des programmes	1		6	5				12
Direction des relations gouvernementales	1		3	2				6
Direction des négociations	1		6	4				11
Direction des relations et du suivi des ententes	1		8	3				12
<b>TOTAL</b>	<b>6</b>		<b>23</b>	<b>16</b>			<b>*</b> 45	<b>45</b>

\* Transfert d'un poste du ministère des Ressources naturelles

**SECTION 2**

**RENSEIGNEMENT GÉNÉRAUX**

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et titre du titulaire. (Annexe 1)
2. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) : (Annexe 2)
  - tirage;
  - coût;
  - distribution;
  - imprimeur.
3. Liste des voyages hors Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 1999 : (Annexe 3)
  - endroit et dates du départ et du retour;
  - but du voyage;
  - personnes rencontrées;
  - coût;
  - noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre);
  - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
  - bilan et résultat des rencontres.
4. Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels : (Annexe 4)
  - les sommes dépensées pour l'exercice 1999-2000 et les prévisions pour 2000-2001;
  - ventilation des dépenses par type de média;
  - les noms des fournisseurs;
  - le but visé par chaque dépense.
5. Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1999-2000 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent: (Annexe 5)
  - liste et coût;
  - copie des soumissions;
  - copie du questionnaire et du résultat.
6. Liste des études commandées durant l'exercice financier 1999-2000 à la demande du ministère ou de l'organisme : (Annexe 6)
  - liste et coût;
  - copie des soumissions;
  - copie des études.
7. Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 1999-2000 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant : (Annexe 7)
  - le nom du professionnel (le) ou de la firme;
  - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - la durée du contrat;
  - le coût du contrat;

- le mode d'octroi du contrat (soumission publique sur invitation ou contrat négocié);
  - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8. Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 1999-2000 en indiquant : (Annexe 8)
- le nom du professionnel ou de la firme;
  - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - le coût;
  - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
9. Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1999 ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat. (Annexe 9)
10. Le montant, pour l'année 1999-2000 de chacune des dépenses suivantes: (Annexe 10)
- la photocopie;
  - la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
  - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
  - les téléavertisseurs;
  - le mobilier de bureau;
  - les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);
  - distributeurs d'eau de source;
  - le remboursement des frais de transport;
  - le remboursement des frais d'hébergement;
  - le remboursement des frais de repas;
  - le ressourcement ou préparation à la retraite;
  - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement:
    - a) au Québec b) à l'extérieur du Québec.
11. La liste de tous les véhicules fournis en indiquant pour chacun: (Annexe 11)
- la marque et le modèle du véhicule;
  - le coût d'acquisition ou de location de
  - l'année de transaction;
  - les coûts d'entretien des véhicules (réparation);
  - les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation);
  - appels d'offres faits en 1999-2000 et les prévisions 2000-2001.
  - spécifier la source de financement: fonds des équipements roulants ou autres.
12. Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère ou et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour les années 1999-2000 ainsi que les prévisions pour 2000-2001. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme. (Annexe 12)
13. Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère et organisme. (Annexe 13)

14. À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (1999-2000) pour chaque ministère et organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...)
- (Annexe 14)
- a) Nombre de jours de congé de maladie pris par le personnel;
  - b) Nombre d'heures supplémentaires de travail réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
  - c) Nombre de jours de vacances pris par le personnel.
15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1994-1995:
- (Annexe 15)
- a) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
  - b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
  - c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
  - d) Nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
  - e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
  - f) Nombre de personnes occasionnelles, temporaires et contractuelles en indiquant la proportion de ceux qui le sont depuis 5 ans.
16. La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant chacune d'eux:
- (Annexe 16)
- l'emplacement de la location;
  - la superficie du local loué;
  - la superficie réellement occupée;
  - la superficie inoccupée;
  - le coût de location au mètre carré;
  - le coût total de ladite location;
  - les coûts d'aménagement réalisés en 1999-2000,
  - la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - la durée et la copie du bail.
17. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1999-2000 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles:
- (Annexe 17)
- l'emplacement de la location;
  - la superficie du local loué;
  - la superficie réellement occupée;
  - la superficie inoccupée;
  - le coût de location au mètre carré;
  - le coût total de ladite location;
  - les coûts d'aménagement réalisés en 1999-2000,
  - la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - la durée du bail.
18. a) La liste du personnel du cabinet du ministre en 1999-2000 en indiquant:
- (Annexe 18)
- la date de l'entrée en fonction;
  - la date de départ, s'il y a lieu;
  - le titre de la fonction;
  - l'adresse et le port d'attache;
  - la classification;

- le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés;
  - le montant total des indemnités de départ versées;
  - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève
  - la description des tâches;
  - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 1999-2000.
  - le nombre total d'employés de cabinet;
  - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée.
19. Liste des sommes versées en 1999-2000 à même le budget discrétionnaire du: a) ministre b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant: (Annexe 19)
- le nom de l'organisme ou de la personne concernés;
  - le montant attribué;
  - le projet visé et le résultat.
20. Liste des crédits périmés par programmes et par éléments pour l'exercice financier 1999-2000. (Annexe 20)
21. La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1999-2000 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention. (Annexe 21)
22. Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour les négociations dans la fonction publique, en indiquant : (Annexe 22)
- la masse salariale prévue à cet effet;
  - le nombre de jours par employé prévus.
23. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires etc...) en indiquant: (Annexe 23)
- le poste initial;
  - le salaire;
  - le poste actuel, s'il y a lieu;
  - date de la mise en disponibilité.
24. Liste du personnel hors structure par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires etc...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère: (Annexe 24)
- nom de la personne;
  - poste occupé;
  - salaire;
  - assignation initiale;
  - date de l'assignation hors structure;
  - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
25. La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres: (Annexe 25)
- assignation initiale;
  - assignation actuelle;
  - salaire.
26. La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère: (Annexe 26)
- assignation initiale;
  - assignation actuelle;
  - salaire.

27. Liste du personnel par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régions régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant:  
- salaire de la personne;  
- montant reçu du régime de retraite. (Annexe 27)
28. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée). (Annexe 28)
29. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, le total des frais d'intérêts payés pour l'année 1999-2000 et le montant total des garanties de dettes assumées par le gouvernement. (Annexe 29)
30. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, le nombre d'ETC alloués au projet GIREs ainsi que le total des dépenses encourues et prévues pour ce même projet. (Annexe 30)
31. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIREs sur le nombre d'emplois, une fois le projet complété. (Annexe 31)
32. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quelles seront les applications de GIREs. (Annexe 32)

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**  
**Secrétariat aux affaires autochtones**  
**Portefeuille 140**  
**Programme 04 Élément 01**

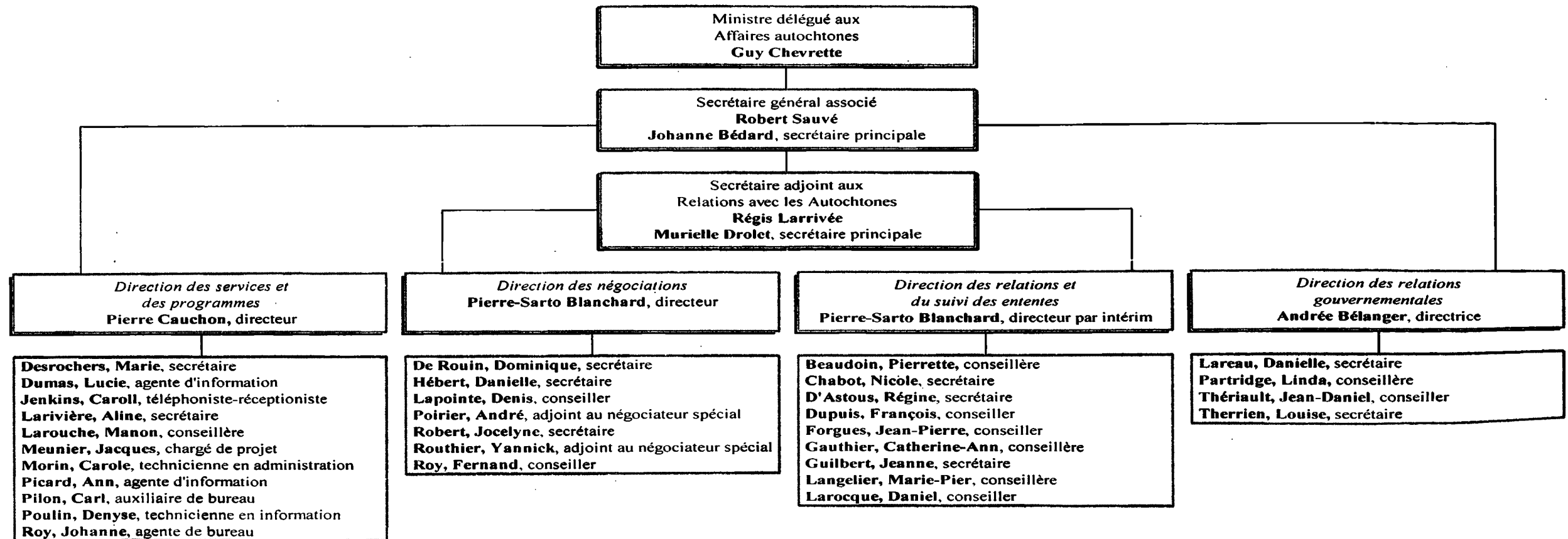
---

1. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire.

**RÉPONSE:** Voir document joint

# Organigramme

## Secrétariat aux affaires autochtones



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001****Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

2. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :
- tirage;
  - coût;
  - distribution;
  - imprimeur;

**RÉPONSE:****Revue Rencontre, numéros de juin et octobre 1999**

Tirage : 25 000 en français et 12 000 en anglais;  
Coût : 38 974 \$ versés aux Publications du Québec;  
5 390 \$ pour la traduction réalisée par Les Traductions Roger Ryan enr.;  
(firme inscrite au fichier central des fournisseurs);  
720 \$ pour les pigistes ;  
Distribution : Envois individualisés préparés par les Ateliers TAQ inc.;  
Imprimeur : Imprimerie Canada inc. (vol. 21, no 1) et Imprimerie Quebecor L'Éclaireur  
(vol. 21 , no 2).

**Partenariat, Développement, Actions**

Tirage : 1 000 en français;  
Coût : 2 627 \$ pour une réimpression;  
Distribution : sur demande;  
Imprimeur : Imprimerie J.B. Deschamps.

**Pages couvertures 8 ½ X 11 pouces avec fenêtre**

Tirage : 2 000 ;  
Coût : 670 \$;  
Distribution : elles sont destinées à des documents reprographiés du SAA;  
Imprimeur : Imprimerie Litho-Chic.

**Inventaire des programmes d'aide financière aux individus,  
entreprises et organismes 1999-2000*****List of Financial Aid Programs for Individuals, Firms and Organizations 1999-2000***

Tirage : 275 en français et 190 en anglais (tirage de l'an dernier, à déterminer pour 2000);  
Coût : réalisé à l'interne et reprographié;  
Distribution : chefs, maires et organismes autochtones du Québec, coordonnateurs ministériels aux affaires autochtones, dépositaires universels, sur demande.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

3. Liste des voyages hors Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 1999 :

- endroit et dates du départ et du retour;
- but du voyage;
- personnes rencontrées;
- coût;
- noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre);
- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- bilan et résultat des rencontres.

## RÉPONSE:

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	COÛT	NOM	TITRE
Vancouver et Victoria 99.05.10 au 99.05.13	Rencontre avec les négociateurs du Traité Nisga'a	8 257,14 \$	Andrée Bélanger	Directrice des relations gouvernementales
			Pierre-Sarto Blanchard	Directeur des relations et du suivi des ententes
<b>Bilan et résultat :</b>	Obtention de renseignements sur la façon dont se sont déroulées les négociations et sur le contenu des dispositions de l'entente. Échange d'informations relativement à la situation des négociations territoriales au Québec.			
Toronto 99.09.12 au 99.09.24	Perfectionnement en langue anglaise – Immersion	6 424,63 \$	Louis Aubry	Directeur des négociations
<b>Bilan et résultat :</b>	L'employé a acquis une plus grande maîtrise dans l'utilisation de la langue anglaise lors de discussions dans des négociations avec des communautés autochtones anglophones.			
Lidingo, Stockholm 99.09.28 au 99.10.02	Rencontre internationale de la programmation IFF (International Futures Network)	3 658 \$	Robert Sauvé	Secrétaire général associé
<b>Bilan et résultat :</b>	Discussions sur les nouvelles tendances mondiales liées notamment à la participation des groupes de la population à la mise en valeur des ressources naturelles. Contenus d'intérêt dans le cadre de l'élaboration de politiques, d'orientations et de mesures concernant les Autochtones et leur lieu ou territoire et aux ressources.			
Ottawa 99.10.21	Rencontre de sous-ministres concernant le jugement Marshall	663 \$	Jean-Philippe Brunet	Avocat
<b>Bilan et résultat :</b>	Discussions sur la compréhension du contenu du jugement Marshall. Échange de points de vue. Recueillir le point de vue du fédéral sur la portée du jugement.			

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	COÛT	NOM	TITRE
<b>Ottawa</b> 99.11.01 au 99.11.02	Rencontre fédérale-provinciale des sous-ministres responsables des Affaires autochtones	1 574,60 \$	Régis Larrivée  Andrée Bélanger	Secrétaire adjoint  Directrice des relations gouvernementales
<b>Bilan et résultat :</b>	Finalisation des documents concernant la stratégie sur la jeunesse autochtone et le document concernant le processus de consultation (on-going process).			
<b>Ottawa</b> 99.11.26	Rencontre fédérale-provinciale des sous-ministres responsables des Affaires autochtones	1 348 \$	Robert Sauvé  Andrée Bélanger	Secrétaire général associé  Directrice des relations gouvernementales
<b>Bilan et résultat :</b>	Rencontre préparatoire à la rencontre des ministres fédéral-provinciaux-territoriaux et des dirigeants des organismes autochtones pan-canadiens. Établissement de l'ordre du jour de la rencontre de ministres.			
<b>Toronto</b> 00.02.17-18	Réunion concernant Akwesasne avec des représentants du gouvernement de l'Ontario et du fédéral	3 680 \$	Régis Larrivée  Andrée Bélanger  Marie-Pier Langelier	Secrétaire adjoint  Directrice des relations gouvernementales  Conseillère
<b>Bilan et résultat :</b>	Présentation par Akwesasne de l'ensemble de la problématique transfrontalière de cette communauté ; préparation d'une rencontre de hauts fonctionnaires (Québec-Ontario-Canada, possiblement USA).			
<b>Ottawa</b> 00.02.20-21	Réunion du comité directeur provincial-fédéral et dirigeants des organismes autochtones nationaux	2 180 \$	Régis Larrivée  Andrée Bélanger  Linda Partridge	Secrétaire adjoint  Directrice des relations gouvernementales  Conseillère
<b>Bilan et résultat :</b>	Établissement des priorités concernant les travaux pour l'année à venir ; mise sur pied d'un groupe de travail concernant le développement économique.			

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

**4. Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels :**

- les sommes dépensées pour l'exercice 1999-2000 et les prévisions pour 2000-2001;
- ventilation des dépenses par type de média;
- les noms des fournisseurs;
- le but visé par chaque dépense.

**RÉPONSE:****Exercice 1999-2000**

Fournisseur : Magazine Entreprendre  
Sommes dépensées : 3 713 \$  
But visé : Faire connaître les orientations gouvernementales

Fournisseur : Terres en vues (programme du festival)  
Sommes dépensées : 550\$  
But visé : Faire connaître les orientations gouvernementales

Fournisseur : Journal Le Soleil (spécial autochtones)  
Sommes dépensées : 250 \$  
But visé : Soutenir le tourisme autochtone

Fournisseur : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

Sommes dépensées : 5 000 \$  
But visé : Campagne de prévention sur la violence faite aux femmes

**Exercice 2000-2001**

Voir la programmation 2000-2001 ci-jointe.




Ministère des  
Relations avec les citoyens  
et de l'Immigration

## 2. Campagnes publicitaires

Nom du ministère ou organisme	Numéro	Année financière (1er avril au 31 mars)
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES	S 140	2000-2001

LISTE DES PROJETS DE 100 000\$ ET PLUS AINSI QUE CEUX ASSOCIÉS AUX AXES PRIORITAIRES	Axe prioritaire	Budget total (en milliers de \$)
Titre: Annonces du Secrétariat aux affaires autochtones Clientèle: Les populations autochtones Période de diffusion: Tout au cours de l'année Moyens: La presse écrite et hebdomadaires du Québec	Hors catégorie	40 000 \$
Titre: Messages du SAA Clientèle: Période de diffusion: Moyens: Radios communautaires autochtones		10 000 \$
Titre: Clientèle: Période de diffusion: Moyens:		
Titre: Clientèle: Période de diffusion: Moyens:		
TOTAL		50 000 \$

Responsable des communications	Date
	00-03-02

\* A= Prospérité économique et emploi B= Avenir des jeunes C= Accroissement de la qualité de vie  
D= Construction d'un état moderne

## 4. Salons et expositions

Nom du ministère ou organisme	Numéro	Année financière (1er avril au 31 mars)
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES	140	2000-2001

LISTE DES PROJETS	Axe prioritaire *	Budget total (en milliers de \$)
Titre : Salon Info-Services Période de réalisation : avril et octobre 2000		10 000 \$
Titre : Période de réalisation :		
Titre : Période de réalisation :		
Titre : Période de réalisation :		
TOTAL		10 000 \$

Responsable des communications	Date
--------------------------------	------

\* A= Prospérité économique et emploi B= Avenir des jeunes C= Accroissement de la qualité de vie  
D= Construction d'un état moderne

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

5. Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1999-2000 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent:
- liste et coût;
  - copie des soumissions;
  - copie du questionnaire et du résultat.

**RÉPONSE:**

Aucun sondage n'a été effectué pour le Secrétariat durant l'exercice financier 1999-2000.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

6. Liste des études commandées durant l'exercice financier 1999-2000 à la demande du ministère ou de l'organisme :
- liste et coût;
  - copie des soumissions;
  - copie des études.

**RÉPONSE:**

Aucune

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

- 
7. Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 1999-2000 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communications, de recherche ou de relations publiques en indiquant :
- le nom du professionnel ou de la firme
  - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - la durée du contrat;
  - le coût du contrat;
  - le mode d'octroi du contrat (soumission publique sur invitation ou contrat négocié).
  - dans cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

**RÉPONSE:**

Aucun

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

8. Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organismes en 1999-2000 en indiquant :
- le nom du professionnel ou de la firme;
  - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - le coût;
  - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

**RÉPONSE:**

Voir document joint.

**SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES**  
**LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES FIRMES ET**  
**À DES PROFESSIONNELS(LES) DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 1999 AU 31 MARS 2000**

<b>NOMS</b>	<b>MANDAT</b>	<b>MONTANT</b>
Alain Beaulieu Historien inc.	Travail de recherche et de présentation concernant les Micmacs du Québec	1 295 \$
Alpha traduction et interprétation	Service de traduction vers l'anglais de textes.	1 159 \$
Brunet, Jean-Philippe	Proposer des orientations, des positionnements dans les dossiers de mise en œuvre de la Convention de la Baie-James ainsi qu'effectuer des recherches concernant les dossiers cris.	5 742 \$
Centre de formation en gestion CGF	Dispenser un programme de formation « La négociation efficace »	7 250 \$
Forum régional jeunesse Abitibi-Témiscamingue	Frais de traduction des documents présentés lors du forum.	1 330 \$
Institut national de la recherche scientifique – culture et société	Préparation de documents de réflexion dans le cadre du dossier sur la citoyenneté.	6 300 \$
J.B. Deschamps inc.	Impression de la brochure « Partenariat, développement, actions »	2 627 \$
Joseph Blain inc.	Traduction de divers documents pour le SAA.	1 175 \$
Joseph Blain inc.	Traduction de divers documents pour le SAA.	2 626 \$
Les Traductions Roger Ryan	Service de traduction vers l'anglais pour divers documents	9 884 \$
Mark McKenzie, traducteur	Service de traduction vers l'anglais pour divers documents	1 195 \$
Nadeau, Philippe	Agir à titre d'animateur des sessions d'initiation au Québec amérindien et inuit	5 350 \$
O'Bomsawin, Jean	Agir à titre d'animateur des sessions d'initiation au Québec amérindien et inuit	5 400 \$
Société de communication Atikamekw-Montagnais inc.	Service d'interprétation simultanée lors de la rencontre du ministre avec les dirigeants autochtones – 28 mai 1999	1 650 \$
Société de communication Atikamekw-Montagnais inc.	Service d'interprétation simultanée lors de la rencontre des Chefs des 28-29 juin 1999	3 595 \$
Société de communication Atikamekw-Montagnais inc.	Service d'interprétation simultanée lors de la rencontre des jeunes autochtones du 30 janvier 2000	2 475 \$
Société Makivik	Partage des coûts reliés aux communications lors de la signature de l'accord politique créant la Commission du Nunavik	2 243 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

9. Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1er avril 1999, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.

**RÉPONSE :**

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

10. Le montant, pour l'année 1999-2000 de chacune des dépenses suivantes:

- la photocopie;
- la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);
- distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- le ressourcement ou préparation à la retraite;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement:  
a) au Québec b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE:

Photocopie	Télécopie	Téléphonie	Cellulaire	Téléavertisseur	Mobilier de bureau	Fournitures de bureau
7 906 \$	2 345 \$	8 237 \$	9 350 \$	940 \$	15 900 \$	17 104 \$
Distributeurs d'eau de source	Remboursement de frais de transport	Remboursement des frais d'hébergement et de repas	Ressourcement ou préparation à la retraite	Dépenses applicables aux participations aux congrès etc.		
200 \$	138 943 \$	35 868 \$	283 \$	Québec	Extérieur	
				4 486 \$	3 658 \$	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

11. La liste de tous les véhicules fournis en indiquant pour chacun:

- la marque et le modèle du véhicule;
- le coût d'acquisition ou de location de l'année de transaction;
- les coûts d'entretien des véhicules (réparation);
- les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation);
- le nom et le poste du bénéficiaire;
- appels d'offres faits en 1999-2000 et les prévisions 2000-2001.
- spécifier la source de financement : fonds des équipements roulants ou autres.

**RÉPONSE:**

Le Secrétariat ne fournit pas de véhicule.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

12. Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère ou et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour les années 1999-2000 ainsi que les prévisions pour 2000-2001. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

**RÉPONSE:**

Voir document joint.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000- 2001**

**12- LISTE CONCERNANT LA RÉPARTITION DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES JEUNES DE MOINS DE 30 ANS, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1999-2000**

*Programme 04 - élément 01 : Secrétariat aux affaires autochtones*

CORPS D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN	PERSONNEL FÉMININ	JEUNES DE MOINS DE 30 ANS	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES	MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES
ADMINISTRATEURS D'ÉTAT	2						
CADRES	4	1					
PROFESSIONNELS	9	7	2		1	2	
FONCTIONNAIRES	1	14			2		
OUVRIERS							
<b>TOTAL</b>	<b>16</b>	<b>22</b>	<b>2</b>		<b>3</b>	<b>2</b>	
<b>% Par rapport à l'effectif total</b>	<b>42,1 %</b>	<b>57,9 %</b>	<b>7,1 %</b>		<b>10,7 %</b>	<b>7,1 %</b>	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

13. Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère et organisme.

**RÉPONSE :**

Cette réponse sera fournie par le Conseil du trésor.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

14. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 1999-2000, pour chaque ministère et organisme, et ce par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) :
- a) Nombre de jours de congé de maladie pris par le personnel;
  - b) Nombre d'heures supplémentaires de travail réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
  - c) Nombre de jours de vacances pris par le personnel.

**RÉPONSE:**

Voir document joint.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14- CONGÉS DE MALADIE / TEMPS SUPPLÉMENTAIRE / VACANCES  
POUR L'EXERCICE FINANCIER 1999-2000

*Programme 04 : Affaires autochtones*

	NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL	NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL	NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES		
			PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL
AVRIL	34,0	9,0	10,0	48,0	58,0
MAI	14,5	14,0	75,0	80,25	155,25
JUIN	87,75	9,5	120,0	80,5	200,5
JUILLET	243,0	5,5	4,5	38,0	42,5
AOÛT	156,5	7,0	20,75	36,0	36,0
SÉPTEMBRE	40,5	5,75	13,0	38,0	58,75
OCTOBRE	21,0	15,0	38,0	88,0	101,0
NOVEMBRE	12,5	23,25	32,25	51,5	89,5
DÉCEMBRE	53,0	9,5	52,5	35,25	67,5
JANVIER	27,0	15,5	22,5	39,25	91,75
FÉVRIER	25,0	0,25	17,5	27,25	49,75
MARS	9,0	----	----	----	----
<b>TOTAL</b>	<b>723,75</b>	<b>114,25</b>	<b>388,5</b>	<b>562,0</b>	<b>950,5</b>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1994-1995:
- a) Évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
  - b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
  - c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
  - d) Nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
  - e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
  - f) Nombre de personnes occasionnelles, temporaires et contractuelles en indiquant la proportion de ceux qui le sont depuis 5 ans.

**RÉPONSE:**

Voir document joint.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15- VENTILATION DES EFFECTIFS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET AUTRES QUESTIONS CONCERNANT L'EFFECTIF

Programme 04 – élément 01: Secrétariat aux affaires autochtones

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS AUTORISÉS (A)	EMPLOYÉS BÉNÉFI- CIANT D'UN TRAITE- MENT ADDITIONNEL COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE (B)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA TÂCHE (C)	NOMBRE DE POSTES OCCUPÉS (D)	NOMBRE DE POSTES (E)	
					OCCASIONNELS	TEMPORAIRES
HORS CADRES	2			2		
CADRES SUPÉRIEURS	4			5		
CADRES INTERMÉDIAIRES						
PROFESSIONNELS	23	5	1	16		3
TECHNICIENS	4		1	4		
PERSONNEL DE BUREAU	12			11	2	
OUVRIERS						
<b>TOTAL</b>	<b>45</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>38</b>	<b>2</b>	<b>3</b>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

16. La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant chacune d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 1999-2000,  
la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail.

**RÉPONSE:**

Cette réponse sera fournie par le Conseil du trésor.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

17. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1999-2000 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles:

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 1999-2000,  
la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail.

**RÉPONSE:**

Aucun contrat de location d'espace avec des firmes privées en 1999-2000.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

18. a) La liste du personnel du cabinet du ministre en 1999-2000 en indiquant:
- la date de l'entrée en fonction;
  - la date de départ, s'il y a lieu;
  - le titre de la fonction;
  - l'adresse et le port d'attache;
  - la classification;
  - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés;
  - le montant total des indemnités de départ versées;
  - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève
  - la description de tâches;
  - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 1999-2000.
  
  - le nombre total d'employés au cabinet.
  - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction publique.

**RÉPONSE:**

Cette réponse sera fournie par le ministère des Transports.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

19. Liste des sommes versées en 1999-2000 à même le budget discrétionnaire du: a) ministre b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant:
- le nom de l'organisme ou de la personne concernés;
  - le montant attribué;
  - le projet visé et le résultat.

**RÉPONSE:**

Voir document joint.

# SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

## SUBVENTIONS 1999-2000

ORGANISMES	RAISON	MONTANT
<i>ALGONQUINS DU LAC BARRIERE</i>	Entente trilatérale	100 000,00
<i>ALLIANCE AUTOCHTONE DU QUÉBEC INC.</i>	Dépenses de fonctionnement	80 000,00
<i>ANTITUBE</i>	Présentation de "Cinéma des Premières nations"	1 000,00
<i>ASSEMBLÉE MAMU PAKATATAU MAMIT</i>	Réalisation d'un disque compact de chants traditionnels	3 000,00
<i>ASSOCIATION DES PROSPECTEURS DU QUÉBEC</i>	Organisation d'une journée de concertation	1 500,00
<i>ASSOCIATION D'AFFAIRES DES PREMIERS PEUPLES (L')</i>	Dépenses de fonctionnement	80 000,00
<i>ASSOCIATION D'AFFAIRES DES PREMIERS PEUPLES (L')</i>	Gala des prix d'excellence Mishtapew	10 000,00
<i>ASSOCIATION DES TRAPPEURS CRIS</i>	Dépenses de fonctionnement	50 000,00
<i>ASSOCIATION RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT UNIFIÉ</i>	Colloque forestier	2 000,00
<i>BUREAU D'INDEMNITÉ ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE</i>	Activités reliées au prochain gala artistique cri	1 000,00
<i>CEGEP DE BAIE COMEAU</i>	Réalisation d'un stage de formation en tourisme culturel	500,00
<i>CEGEP MARIE-VICTORIN</i>	Projet d'évaluation d'un programme d'accueil	1 000,00
<i>CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE MONTRÉAL INC.</i>	18e Pow Wow annuel du Centre	2 000,00
<i>CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR</i>	25e anniversaire du Centre	500,00
<i>CENTRE D'ART AUTOCHTONE DE MONTRÉAL</i>	Réalisation d'un catalogue d'artistes autochtones	2 000,00
<i>CHAMBRE DE COMMERCE DE RAWDON</i>	Organisation du Festival Rites et Rythmes de Rawdon	2 000,00
<i>COLLÈGE SAINT-ALEXANDRE</i>	Projet d'immersion culturelle	500,00
<i>COMMISSION DU NUNAVIK</i>	Dépenses de fonctionnement	152 000,00
<i>COMMISSION SCOLAIRE KATIVIK</i>	Voyage d'étudiants de l'école Kangirsuk au Groënland	1 400,00
<i>CONSEIL DE BANDE DE KITCISAKIK</i>	Projet de travaux de forage	4 500,00
<i>CONSEIL DE BANDE DE KITCISAKIK</i>	Achat d'équipement pour un projet d'éclaircie	8 400,00
<i>CONSEIL DE BANDE DE LAC-SIMON</i>	Projet d'étude lié à l'acquisition de l'usine SENCO	3 000,00
<i>CONSEIL DE BANDE DE WASKAGANISH</i>	Projets de communication (The Portage et Vision Quest)	7 000,00
<i>CONSEIL DE BANDE D'ODANAK</i>	40e édition du Pow Wow 1999 - Fête abénaquise	1 500,00

# SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

## SUBVENTIONS 1999-2000

CONSEIL DE BANDE D'ODANAK	Restauration de la croix du village	3 000,00
CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	Projet de mise au point d'un logiciel d'apprentissage	3 000,00
CONSEIL DE LA NATION HURONNE-WENDAT	Projet de création d'une entreprise en aménagement faunique	1 000,00
CONSEIL DE LA NATION HURONNE-WENDAT	Participation d'un représentant à un voyage en Alberta	1 350,00
CONSEIL DE LA NATION LISTUGUJ MI'GMAQ	7e Rassemblement annuel	2 000,00
CONSEIL DES ATIKAMEKW DE MANAWAN	Voyage culturel et éducation de l'école Otapi	5 000,00
CONSEIL DES ATIKAMEKW D'OPITCIWAN	Participation de jeunes au tournoi de hockey mineur à Amos	1 500,00
CONSEIL DES ATIKAMEKW D'OPITCIWAN	Activités soulignant l'arrivée du nouveau millénaire	2 000,00
CONSEIL DES ATIKAMEKW WEMONTACI	Participation aux Jeux autochtones interbandes	1 000,00
CONSEIL DES INDIENS MONTAGNAIS DE SCHEFFERVILLE	Projet Ère de la nation innu 2000	2 000,00
CONSEIL DES INNUS D'EKUANITSHIT	Activités sportives	2 000,00
CONSEIL DES MOHAWKS D'AKWESASNE	Activités de recherches archéologiques	2 000,00
CONSEIL DES MOHAWKS DE KANESATAKE	Achat d'équipements sportifs pour jeux traditionnels	1 500,00
CONSEIL DES MONTAGNAIS DE LA ROMAINE	Projet d'excursion culturelle	1 500,00
CONSEIL DES MONTAGNAIS DE NATASHQUAN	Participation de jeunes aux activités sportives	3 000,00
CONSEIL DES MONTAGNAIS DE SCHEFFERVILLE	Stage de perfectionnement - fabrication canots	1 500,00
CONSEIL DES MONTAGNAIS DE SCHEFFERVILLE	Activités de sensibilisation aux problèmes d'alcool, drogues	2 000,00
CONSEIL DES MONTAGNAIS DE SCHEFFERVILLE	Festival du caribou	1 000,00
CONSEIL DES MONTAGNAIS D'EKUANITSHIT (MINGAN)	Voyage culturel en France	1 500,00
CONSEIL DES MONTAGNAIS DU LAC-SAINT-JEAN	Achat d'équipement pour un atelier de sculpture	1 000,00
CONSEIL DES MONTAGNAIS DU LAC-SAINT-JEAN	Grand Rassemblement des Aînés	5 000,00
CONSEIL DES MONTAGNAIS ESSIPIT	Festivités entourant un Pow Wow en juillet	1 500,00
CONSEIL DES MONTAGNAIS ESSIPIT	Projet de commercialisation des entreprises touristiques	5 000,00
CONSEIL INNU TAKUAIKAN UASHAT MAK MANI-TENAM	Festival du saumon	1 500,00
CONSEIL INNU TAKUAIKAN UASHAT MAK MANI-TENAM	Festival de films "Innu Kanu"	2 500,00
CONSEIL INNU TAKUAIKAN UASHAT MAK MANI-TENAM	Journée de sensibilisation à la culture montagnaise	2 000,00
CONSEIL INNU TAKUAIKAN UASHAT MAK MANI-TENAM	Rassemblement d'artistes	1 500,00
CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT KATIVIK	Tenue d'un festival de musique à Kangisualujjuaq	3 000,00
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE MONTAGNAISE	Sommet économique innu	7 500,00

# SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

## SUBVENTIONS 1999-2000

<i>CORPORATION DES FÊTES ETHNIQUES DE NEW RICHMOND</i>	Reconstitution historique d'un village micmac	2 000,00
<i>CORPORATION MUNICIPALE DE KUUJUAARAPIK</i>	Tenue de jeux nordiques	2 000,00
<i>DUBÉ, NOEL M.</i>	Production d'un enregistrement musical Mamo	1 000,00
<i>ÉCOLE ARSANIQ</i>	Réalisation d'un voyage culturel au Mexique	2 000,00
<i>ÉCOLE IKUSIK</i>	Voyage culturel à La Grande	2 500,00
<i>ÉCOLE JIMMY SANDY MEMORIAL</i>	Participation d'élèves à un tournoi de basketball	1 500,00
<i>ÉCOLE JOHNNY PILOT</i>	Aide à l'embauche d'un professeur	6 000,00
<i>ÉCOLE JOHNNY PILOT MAK MANIKANETISH</i>	Soutien pédagogique auprès d'élèves en difficultés	5 000,00
<i>ÉCOLE LUKE METTAWESKUM</i>	Réalisation d'un album souvenir de l'école	1 500,00
<i>ÉCOLE NUVVITI</i>	Participation de jeunes à un tournoi sportif	1 500,00
<i>ÉCOLE UAUITSHITUN</i>	Voyage éducatif de Natashquan à Sept-Iles	1 500,00
<i>ÉCOLE UAUITSHITUN</i>	Voyage éducatif à Québec et à Montréal	1 200,00
<i>EKO HAWK</i>	Frais de voyage au Maryland dossier aquaculture	1 000,00
<i>FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.</i>	Dépenses de fonctionnement	150 000,00
<i>FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.</i>	Activités de communication - agression sexuelle	5 000,00
<i>GENEVIÈVE MCKENZIE</i>	Voyage en Europe - musicienne	2 000,00
<i>INSTITUT CULTUREL AVATAQ</i>	Projet d'archéologie à Kangisujuaq	2 000,00
<i>INSTITUT CULTUREL AVATAQ</i>	Projet de toponymie inuite	3 000,00
<i>INSTITUT CULTUREL AVATAQ</i>	Plan stratégique visant des activités commerciales	3 500,00
<i>INSTITUT CULTUREL ET ÉDUCATIF MONTAGNAIS</i>	Organisation d'un Colloque sur les Aînés	3 000,00
<i>INSTITUT CULTUREL ET ÉDUCATIF MONTAGNAIS</i>	Festival "Présence autochtone"	2 000,00
<i>INSTITUT CULTUREL ET ÉDUCATIF MONTAGNAIS</i>	Forum pour les jeunes montagnais	2 000,00
<i>INSTITUT CULTUREL ET ÉDUCATIF MONTAGNAIS (ICEM)</i>	Tenue d'activités en milieu scolaire	15 000,00
<i>INSTITUT DE FORMATION AUTOCHTONE DU QUÉBEC</i>	Organisation de la Journée nationale des Autochtones	3 000,00
<i>JACQUES NEWASHISH</i>	Création et location d'un atelier d'artiste	1 500,00
<i>JEAN-CLAUDE THERRIEN</i>	Participation d'un étudiant à un voyage-concert en Europe	500,00
<i>JEUX AUTOCHTONES INTERBANDES</i>	Organisation des Jeux	20 000,00
<i>MAISON DES CULTURES AMÉRINDIENNES</i>	Projet de Maison des cultures	10 000,00
<i>MAISON WASESKUN</i>	Organisation d'un colloque "Réponse au cercle"	1 500,00

# SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

## SUBVENTIONS 1999-2000

<i>MISTISSINI GEOLOGICAL RESOURCE/MISTISSINI CREEE COUN.</i>	Édition d'un guide cri sur l'exploration minière	5 000,00
<i>NATHALIE PICARD</i>	Participation à un festival de musique en France	1 500,00
<i>NATION ALGONQUINE ANISHNABEG</i>	Organisation des jeux olympiques algonquins, édition 1999	3 000,00
<i>NATION CRIE DE MISTISSINI</i>	Organisation d'une conférence minière	5 000,00
<i>NATION MICMAQUE DE GESPEG</i>	Projet d'étude du profil socio-économique	2 000,00
<i>NOMAD PRODUCTIONS</i>	Présentation d'un volet autochtone au Carnaval de Québec	3 000,00
<i>PREMIÈRE NATION DE LONGUE-POINTE</i>	Conférence sur les ressources naturelles	5 000,00
<i>PREMIÈRE NATION DE LONGUE-POINTE</i>	Distribution d'un livre écrit par un aîné algonquin	2 500,00
<i>PRODUCTIONS DU GUILLEDOU INC. (LES)</i>	Réalisation d'une chronique télée sur les aînés	3 000,00
<i>RECHERCHES AMÉRINDIENNES AU QUÉBEC</i>	Numéro spécial sur les Mohawks dans la revue	3 000,00
<i>REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCH. DU QC</i>	Dépenses de fonctionnement	110 000,00
<i>SOCIÉTÉ TOURISTIQUE INNU</i>	Dépenses de fonctionnement	30 000,00
<i>UNIVERSITÉ CONCORDIA</i>	Mise en œuvre du volet autochtone au programme 2e cycle	15 000,00
<i>VILLAGE NORDIQUE DE PUVIRNITUK</i>	Organisation d'un camp d'été	2 000,00
<i>VOLLANT, ROLLAND</i>	Production de documents vidéos	1 000,00
<i>WASHAW SIBI EYYOU</i>	Organisation d'un voyage culturel en Normandie	1 500,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

20. Liste des crédits périmés par programmes et par éléments pour l'exercice financier 1999-2000.

**RÉPONSE:**

Le Secrétariat aux affaires autochtones prévoit des crédits périmés de l'ordre de 200 000 \$ pour l'exercice financier 1999-2000.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

- 
21. La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1999-2000 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention.

**RÉPONSE:**

Ne s'applique pas.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

22. Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour les négociations dans la fonction publique, en indiquant :
- la masse salariale prévue à cet effet;
  - le nombre de jours par employé prévus.

**RÉPONSE:**

Cette réponse sera fournie par le Conseil du trésor.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

23. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires etc...) en indiquant:

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- date de la mise en disponibilité.

**RÉPONSE:**

Cette réponse sera fournie par le Conseil du trésor.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

24. Liste du personnel hors structure par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires etc...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

**RÉPONSE:**

Ne s'applique pas.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

25. La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres:

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire.

**RÉPONSE:**

Ne s'applique pas.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

26. La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère:

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire.

**RÉPONSE:**

Ne s'applique pas.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

27. Liste du personnel par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant:

- salaire de la personne;
- montant reçu du régime de retraite.

**RÉPONSE:**

Ne s'applique pas. Les informations demandées constituent des renseignements confidentiels au sens de la Loi d'accès à l'information et ne peuvent être rendues publics.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**Secrétariat aux affaires autochtones**  
**Portefeuille 140**  
**Programme 04 Élément 01**

28. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).

## RÉPONSE :

1 <sup>er</sup> avril 1999 au 29 février 2000		
Équipements	Secteurs	
	SAA	
	Quantité	Montant \$
Imprimante Lexmark Optra 1255	1	1585
Imprimante portative Canon BJC 80	1	430
Total des imprimantes	2	2 015
Ordinateur table PIII-450	5	8 090
Total ordinateurs de table	5	8 090
Portable Tecra 8000	1	4 996
Palm Pilot	2	1 360

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

29. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, le total des frais d'intérêts payés pour l'année 1999-2000 et le montant total des garanties de dettes assumées par le gouvernement.

**RÉPONSE :**

Cette réponse sera fournie par le ministère des Finances du Québec.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

30. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, le nombre d'ETC alloués au projet GIRES ainsi que le total des dépenses encourues et prévues pour ce même projet.

**RÉPONSE :**

Cette réponse sera fournie par le Conseil du trésor.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

31. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIREs sur le nombre d'emplois, une fois le projet complété.

**RÉPONSE**

Cette réponse sera fournie par le Conseil du trésor.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

32. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quelles seront les applications de GIREs.

**RÉPONSE :**

Cette réponse sera fournie par le Conseil du trésor.

**SECTION 3**

**RENSEIGNEMENT PARTICULIERS**

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

- |     |   |             |
|-----|---|-------------|
| 28. | Ventilation des budgets 1999-2000 accordés au Secrétariat aux affaires autochtones et dépenses de transferts aux organismes ou associations autochtones.  | (Annexe 28) |
| 29. | Liste des négociations actuelles entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, notamment en ce qui concerne les Mohawks, les Innus, les Micmacs, les Attikameks, les Cris et les Inuits, en plus des détails sur:  | (Annexe 29) |
| a)  | l'objet des négociations;   |             |
| b)  | la date des rencontres;   |             |
| c)  | l'échéancier des négociations;  |             |
| d)  | les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;   |             |
| e)  | nom du négociateur pour le gouvernement, et liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement aux négociations.  |             |
| 30. | Ventilation des sommes investies en 1999-2000, par chacun des ministères et organismes, dans chacune des communautés autochtones et inuites, ou octroyées à des membres de celles-ci pour le développement communautaire, économique et socio-culturel, en vertu de l'application d'une loi, d'un programme, d'un décret ou d'un contrat, ou versées de façon discrétionnaire. en identifiant les sommes relevant du Fonds de développement pour les autochtones. | (Annexe 30) |
| 31. | Dépôt du contrat de service du négociateur, Me Henri Grondin, le mandat, le coût des services, la durée du contrat et une copie du rapport.   | (Annexe 31) |
| 32. | Louis Bernard, le mandat, le coût des services, la durée du contrat et une copie du rapport.  | (Annexe 32) |
| 33. | Ventilation des sommes investies en 1999-2000, pour la construction et l'entretien du site web, du Secrétariat aux affaires autochtones, ainsi que le dépôt des contrats octroyés pour le site internet.  | (Annexe 33) |
| 34. | Actions posées et positions prises par le Secrétariat aux affaires autochtones sur le statut fiscal des Autochtones et la question de l'imposition.   | (Annexe 34) |
| 35. | État d'avancement du projet de système de carte magnétique servant à gérer les exemptions fiscales dans les communautés autochtones.  | (Annexe 35) |

36. État de situation du dossier et l'implication du Secrétariat aux affaires autochtones concernant le méga projet de la Basse-Churchill de même que la situation des négociations avec le conseil Tribal de Mamit Innuat. (Annexe 36)
37. Liste des projets économiques présentés par les administrations autochtones au Secrétariat aux affaires autochtones et état d'avancement de ces projets. (Annexe 37)
38. Liste des projets financés par le Fonds de développement pour les autochtones incluant la description des projets, la clientèle visée et leur période de réalisation. (Annexe 38)
39. Implication du Secrétariat dans le dossier du développement économique dans les conseils de bande. (Annexe 39)
- a) état des négociations;  
b) programme financier;  
c) évaluation des projets.
40. État de situation du dossier concernant le prolongement de la voie réservée au transport en commun entre le rond-point Bédard, sur la réserve de Kahnawake et le boulevard Saint-Francis, à Châteauguay. (Annexe 40)
41. Actions posées et crédits dépensés suite à l'arrêt Marshall sur les droits de pêche des communautés autochtones. (Annexe 41)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

28. Ventilation des budgets 1999-2000 accordés au Secrétariat aux affaires autochtones et dépenses de transferts aux organismes ou associations autochtones.

**RÉPONSE:**

Voir document annexé pour la ventilation des budgets 1999-2000, les dépenses de transfert sont à l'annexe 19.

**ANNEXE 28**  
**SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES**  
**VENTILATION DES BUDGETS 1999-2000**

	<b>BUDGET</b> <b>1999-2000</b> <b>\$</b>
<b>RÉMUNÉRATION</b>	
01 Traitements	2 579 405,0
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
03 Services de transport et de communication	1 200 000,0
04 Services professionnels, administratifs et autres	1 023 200,0
05 Entretien et réparation	7 400,0
06 Loyers	332 400,0
07 Fournitures et approvisionnements	50 000,0
11 Autres dépenses	5 000,0
<b>IMMOBILISATIONS</b>	16 800,0
08 Matériel et équipement	
<b>TRANSFERT</b>	
25 Dépenses de transfert (cr 4100)	1 045 700,0
25 Dépenses de transfert (cr 4200 - Fonds)	7 000 000,0
<b>TOTAL</b>	<b>13 259 905,0</b>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

29. Liste des négociations actuelles entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, notamment en ce qui concerne les Mohawks, les Innus, les Micmacs, les Attikameks, les Cris et les Inuits, en plus des détails sur:

- a) l'objet des négociations;
- b) la date des rencontres;
- c) l'échéancier des négociations;
- d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
- e) nom du négociateur pour le gouvernement, et liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement aux négociations.

**RÉPONSE:**

**LES MOHAWKS ET LES CRIS**

Il n'y a pas de négociation tripartite entre les Mohawks, les Cris, le Canada et le Québec.

**LES INNUS ET LES ATIKAMEKW**

- Des négociations territoriales globales, donc tripartites, ont actuellement cours avec deux nations autochtones : la nation atikamekw et la nation innue (montagnaise).
- Les négociations avec la nation innue ont eu lieu, à ce jour, avec deux groupes. Le premier, le Conseil tribal Mamuitun, est composé des communautés de Betsiamites, d'Essipit et de Mashteuiatsh (la communauté d'Uashat Mak Mani-Utenam s'étant retirée temporairement de ce groupe en septembre 1998). Le second, le groupe Mamit Innuat est composé des communautés de Mingan, La Romaine et de l'établissement de Pakua Shipi (le Conseil de bande de Natashquan s'est retiré en mars 1999 tout en réitérant cependant sa volonté de poursuivre les négociations, selon une formule à être déterminée).
- En sus, il y a négociation portant sur le projet hydroélectrique de Churchill Falls avec Terre-Neuve, les Innus du Labrador (Innu Nation) et six communautés innues du Québec : Matimekosh, Uashat Mak Maliotenam, La Romaine, Mingan, Pakuashipi et Natashquan.
- Le Conseil de la Nation atikamekw est, pour sa part, composé des communautés d'Obedjiwan, de Manawan et de Wemotaci.

**LES INNUS****A) La négociation territoriale globale****a) L'objet des négociations**

À chacune des deux tables, les parties se sont entendues pour négocier en groupe restreint et de façon plus intensive au cours de la dernière année afin de tenter de dégager une approche commune sur les thèmes suivants : les droits des Innus, le territoire, l'autonomie gouvernementale des Innus, les aspects financiers et le développement des communautés. Bien que les deux tables soient distinctes, l'objectif est d'en arriver à une seule entente avec l'ensemble de la nation innue. Aussi, les négociations aux deux tables suivent un parcours semblable.

**b) Les dates des rencontres**

Il y a eu deux rencontres conjointes des deux tables :

- 15 juillet
- 7 octobre

De plus, il y a eu 21 rencontres de la table Mamuitun et 15 rencontres de la table Mamit.

Mamuitun :

- |            |                |               |
|------------|----------------|---------------|
| • 21 avril | • 6 juillet    | • 11 novembre |
| • 29 avril | • 25 août      | • 17 novembre |
| • 12 mai   | • 8 septembre  | • 24 novembre |
| • 26 mai   | • 15 septembre | • 8 décembre  |
| • 2 juin   | • 22 septembre | • 15 décembre |
| • 9 juin   | • 29 septembre | • 22 décembre |
| • 23 juin  | • 27 octobre   | • 19 janvier  |

Mamit :

- |            |                |               |
|------------|----------------|---------------|
| • 14 avril | • 9 juin       | • 28 octobre  |
| • 26 avril | • 5 juillet    | • 26 novembre |
| • 10 mai   | • 31 août      | • 2 décembre  |
| • 19 mai   | • 9 septembre  | • 9 décembre  |
| • 3 juin   | • 30 septembre | • 14 décembre |

**c) L'échéancier des négociations**

Les négociateurs à la table de Mamuitun ont convenu d'une approche commune. À la table de Mamit, les négociateurs espèrent sous peu en arriver à un même résultat.

S'il y avait approche commune acceptée par les autorités respectives des trois parties à l'une des deux tables, une étape importante serait franchie. Cette approche définirait les paramètres généraux qui, sans lier juridiquement les parties, baliseraient la négociation d'une entente de principe au cours de la prochaine année. Un effet d'entraînement devrait s'en suivre auprès des autres communautés innues.

Les parties font présentement le point sur l'état de la négociation et doivent convenir sous peu des suites à donner. L'année financière s'est conclue par une tournée d'information et d'échanges à ce sujet menée par le ministre responsable des Affaires autochtones, Monsieur Guy Chevrette, au Saguenay – Lac-St-jean et sur la Côte- Nord, auprès des représentants des CRCD et des domaines municipal, faunique, forestier.

**d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement :**

Il n'y a pas eu de revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement.

**e) Nom du négociateur pour le gouvernement et liste des personnes présentes pour le gouvernement aux négociations**

Le négociateur du gouvernement du Québec est M. Louis Bernard. Une seule autre personne est présente aux rencontres de négociation, soit M. Yannick Routhier du Secrétariat aux affaires autochtones.

Une table interne, formée de représentants des ministères et organismes les plus directement concernés par la négociation a été formée pour alimenter l'équipe de négociation. Cette table est formée de messieurs Michel Beaulieu (MRN), Michel Blais (Hydro-Québec), André Brind'Amour (MFQ), Daniel Gaudreault (MAM), Gilles Harvey (Environnement et FAPAQ), Pierre-Christian Labeau (MJQ). La table fut réunie à 11 reprises.

**B) Churchill falls**

**a) L'objet des négociations**

Processus unifié d'examen des impacts environnementaux dans le cadre du projet de parachèvement des installations hydroélectriques de la rivière Churchill.

**b) Les dates des rencontres**

Les chefs des communautés innues et les premiers ministres du Québec et du Labrador se sont rencontrés le 15 décembre.

Le 20 mars, les représentants de Terre-Neuve, du Québec, de Innu Nation et de Natashquan se sont rencontrés.

**c) L'échéancier des négociations**

À établir.

**d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement**

N/A

**e) Nom du négociateur pour le gouvernement et liste de toutes personnes présentes pour le gouvernement aux négociations**

- Négociateur : M. Louis Bernard.
- Autres personnes : M. Robert Sauvé (SAA) et Mme Suzanne Giguère (MENV).

**LES ATIKAMEKW**

**a) L'objet des négociations**

D'avril 1999 à mars 2000, la négociation avec le Conseil de la Nation atikamekw s'est poursuivie.

En juin 1999, les trois parties à la table centrale de négociation ont négocié sur des clauses relatives au territoire (sans préciser les quantas) alors qu'en juillet 1999 les discussions ont porté sur les activités traditionnelles atikamekw de chasse, de pêche de piégeage et de cueillette était également paraphé.

Aux mois d'octobre 1999 et de mars 2000, des bases de discussions ont été établies portant sur l'autonomie gouvernementale alors qu'en novembre 1999. Il s'agissait de discussions relatives au piégeage et la gestion des animaux à fourrure à des fins commerciales.

Par ailleurs, en février et mars 2000, les négociations atikamekw se poursuivent sur les thèmes de : « Autonomie gouvernementale » et « Participation d'Atikamekw Iriniw aux discussions concernant Kitaskino ».

**b) La date des rencontres**

Treize tables centrales de négociation ont eu lieu d'avril 1999 à mars 2000. Elles se sont tenues, plus précisément, le 23 avril 1999, les 6 mai 1999, 8 juin 1999, 22 juin 1999, 30 juin 1999, 15 juillet 1999, 26 août 1999, 16 septembre 1999, 21 octobre 1999, 19 novembre 1999, 17 décembre 1999, le 4 février 2000 et 7 mars 2000.

**c) L'échéancier des négociations**

La partie atikamekw croit possible d'en venir à une entente de principe d'ici la fin de la présente année.

**d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement**

Il n'y a pas eu de revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement.

**e) Nom du négociateur pour le gouvernement et liste de toutes personnes présentes pour le gouvernement aux négociations**

- Nom du négociateur : Me Henri Grondin.
- Personnes présentes : l'équipe de négociation a été principalement composée des personnes suivantes : Mme Anne de Billy (Justice), M. Michel Blais (Hydro-Québec), M. Michel Beaulieu (MRN), M. Daniel Gaudreau (MAMM), M. Gilles Harvey (FAPAQ) et de l'adjoint au négociateur, M. André Poirier (SAA).

**LES MICMACS DE GESPEG**

Québec, Canada et les Micmacs de Gespeg (Gaspé) sont présentement en négociation d'une entente de principe suite à la signature, le 18 mai 1999, d'une entente-cadre tripartite concernant la négociation de l'autonomie gouvernementale de la Nation micmacque de Gespeg.

Les parties se sont données jusqu'au mois de mai 2001 pour conclure une entente de principe puis une année additionnelle pour conclure une entente finale.

Les rencontres ont lieu une fois par mois et les sujets de cette négociation sont :

- ♦ La structure gouvernementale de Gespeg, ses pouvoirs, de même que son fonctionnement, son imputabilité et son financement;
- ♦ La pratique des activités traditionnelles de chasse, de pêche, de piégeage, de cueillette et des activités connexes;
- ♦ Le développement économique, social et culturel;
- ♦ L'appartenance à Gespeg;
- ♦ La fiscalité;
- ♦ L'assise territoriale;
- ♦ L'application de la Loi sur les Indiens;
- ♦ Le cas échéant, la priorité d'application des règles de droit;
- ♦ Tout autre sujet jugé pertinent par les parties.

Pour le Québec, les négociations sont conduites par M. Denis Lapointe, membre du personnel du Secrétariat aux affaires autochtones, assisté à la table centrale par Daniel Larocque du SAA et Anne de Billy du ministère de la Justice.

Cinq tables sectorielles ont été mises sur pied où siège au moins un représentant du Québec :

- 1) Activités traditionnelles : Gilles Harvey, FAPAQ
- 2) Assise territoriale ; Daniel Gaudreau, MAMM
- 3) Parc Micmac ; Allen Rock, FAPAQ
- 4) Autonomie gouvernementale : Denis Lapointe, SAA
- 5) Communications ; Lucie Dumas, SAA

En 1999-2000, la table centrale s'est réunie neuf fois, aux dates suivantes et à l'endroit suivant : 2 - 4 juin (Gaspé); 22 - 23 juin (Québec); 20 - 21 juillet (Québec); 8 - 10 septembre (Gaspé); 9 - 10 décembre (Québec); 27 - 28 janvier (Québec); 18 février (Québec).

### LES INUITS

- a) Négociation entre le Québec, le milieu inuit (Société Makivik, Administration régionale Kativik, OHM Kativik) et le gouvernement fédéral (ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada, SCHL) sur la mise en place d'un programme de long terme pour construire des logements sociaux au Nunavik.

Négociation ayant découlé d'un processus de résolution de conflit déclenché à l'été 1998 par la Société Makivik pour tenter d'amener le gouvernement fédéral à financer à nouveau la construction de logements sociaux au Nunavik. À la demande des deux parties, le Québec a accepté de participer, à titre d'observateur et non de partie prenante, à ce processus. En janvier 2000, ce processus s'est transformé en négociation tripartite.

- b) Rencontres tenues et prévues en 1999-2000 :

- 15 juillet 1999 – rencontre Québec/Inuits/Fédéral tenue dans le cadre du processus de résolution de conflit ;
- 23 août 1999 – rencontre exploratoire Québec/Fédéral pour discuter informellement de certains aspects juridiques du dossier ;
- 31 janvier 2000 – rencontre Québec/Inuits/Fédéral tenue dans le cadre du processus de résolution de conflit ;
- 21 mars 2000 – rencontre Québec/Inuits/Fédéral exploratoire pour examiner les éléments d'un programme à long terme de financement de l'habitation sociale au Nunavik ;
- 30 mars 2000 – rencontre pour formaliser les éléments du programme à long terme (niveau de financement, durée, participation financière du Québec et du gouvernement fédéral, autres conditions).

- c) Les parties prévoient conclure d'ici les prochaines semaines une entente précisant les éléments du programme à long terme, de façon à ce que des logements sociaux puissent être construits au Nunavik durant l'été et l'automne 2000.

- d) Ne s'applique pas.

- e) La SHQ est porteur de ce dossier avec l'appui du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), du Secrétariat aux affaires intergouvernementales (SAIC) et du ministère de la Justice (MJQ). Les représentants suivants ont participé ou participeront à toutes ou à certaines des rencontres indiquées au point b :

SHQ	Paul Angers (vice-président), Victorien Jean, Michel Lanouette
SAA	Robert Sauvé (secrétaire général associé), Fernand Roy, Louis Aubry
SAIC	Louis Lecours Hughes Melançon
MJQ	Anne de Billy

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

30. Ventilation des sommes investies en 1999-2000, par chacun des ministères et organismes, dans chacune des communautés autochtones et inuites, ou octroyées à des membres de celles-ci pour le développement communautaire, économique et socio-culturel, en vertu de l'application d'une loi, d'un programme, d'un décret ou d'un contrat, ou versées de façon discrétionnaire, en identifiant les sommes relevant du Fonds de développement pour les autochtones.

**RÉPONSE :**

Voir document joint.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

31. Dépôt du contrat de service du négociateur, Me Henri Grondin, le mandat, le coût des services, la durée du contrat et une copie du rapport.

**RÉPONSE:**

Contrat avec Me Henri Grondin, négociateur spécial du gouvernement dans le cadre de la revendication territoriale globale des Attikameks.

Coût des services : Honoraires versés **60 434,25 \$**  
Durée du contrat : 14 avril 1998 au 30 juin 2000.

Rapport intérimaire : voir réponse à l'annexe 29, à la section portant sur les Attikameks.

**Addenda no 3 au contrat de services professionnels entre  
d'une part le gouvernement du Québec représenté par  
le ministre délégué aux Affaires autochtones  
et d'autre part Me Henri Grondin, c.r.**

=====

Le dernier paragraphe du mandat du contractant prévu à l'article 1 devrait se lire comme suit :

- de faire rapport, au plus tard en juin 2000, des résultats de la négociation avec les Attikameks et avec le gouvernement fédéral.

L'article 2 – Durée du contrat devrait se lire comme suit :

Sous réserve de l'article 9, le présent contrat commencera le 14 avril 1998 pour se terminer le 30 juin 2000.

En foi de quoi, les parties ont signé cet addenda en double original à Québec, ce  
20 jour de mai de l'an deux mille.


Pour le gouvernement :

  
\_\_\_\_\_  
GUY CHEVRETTE  
Ministre délégué aux Affaires  
autochtones

\_\_\_\_\_  
Témoin

Pour le contractant :

  
\_\_\_\_\_  
HENRI GRONDIN, c.r.

  
\_\_\_\_\_  
Témoin

**Addenda au contrat de services professionnels entre  
d'une part le gouvernement du Québec représenté par  
le ministre délégué aux Affaires autochtones  
et d'autre part Me Henri Grondin, c.r.**

=====

Le dernier paragraphe du mandat du contractant prévu à l'article 1 devrait se lire comme suit :

- de faire rapport, au plus tard en décembre 1999, des résultats de la négociation avec les Attikameks et avec le gouvernement fédéral.

L'article 2 – Durée du contrat devrait se lire comme suit :

Sous réserve de l'article 9, le présent contrat commencera le 14 avril 1998 pour se terminer le 31 décembre 1999.

L'article 5 – Rémunération devrait se lire comme suit :

- a) Le contractant sera rémunéré au tarif de 175\$/h et ce, sur présentation de comptes d'honoraires. En aucun cas, les honoraires ne devront excéder 360 000 \$ pour la durée de ce mandat.
- b) Ce taux de rémunération inclut toute majoration pour compenser l'absence d'avantages sociaux (vacances, journées de maladie, congés divers, contributions de l'employeur au chapitre des avantages sociaux et autres avantages sociaux).

L'article 6 – Dépenses et frais de déplacement, de séjour et de représentation devrait se lire comme suit :

- a) Le lieu d'emploi pour l'exécution du présent contrat sera la ville de Québec.
- b) Les frais de séjour, et de déplacement encourus lors de déplacement à l'extérieur du lieu d'emploi et requis pour l'exécution du mandat et autorisés au préalable seront remboursés sur production de pièces justificatives et conformément à la directive 7-74 telle qu'elle sera en vigueur au cours de l'exécution du présent contrat.
- c) Nonobstant le paragraphe b) de l'article 6, le gouvernement remboursera au contractant les frais de représentation encourus dans l'exercice de son mandat sur présentation de pièces justificatives.
- d) En aucun cas, le montant total remboursé en frais de déplacement et de voyage et en frais de représentation ne devra excéder 30 000 \$ pour la durée de ce mandat.

L'article 7 – Limite de responsabilité financière devrait se lire comme suit :

La responsabilité financière du gouvernement du Québec pour couvrir les honoraires, les dépenses et les frais définis aux présentes, autorisés et inhérents à l'accomplissement du mandat n'excédera pas la somme de 390 000 \$.

Le gouvernement du Québec n'est pas tenu de rembourser au contractant les sommes d'argent dépensées en sus de ce montant ou pour des dépenses non autorisées ou non approuvées.

En foi de quoi, les parties ont signé cet addenda en double original à Québec, ce 16<sup>e</sup> jour de SEPTEMBRE mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf.


Pour le gouvernement :

  
\_\_\_\_\_  
GUY CHEVRETTE  
Ministre délégué aux Affaires  
autochtones

\_\_\_\_\_  
Témoïn

Pour le contractant :

  
\_\_\_\_\_  
HENRI GRONDIN, c.r.

  
\_\_\_\_\_  
Témoïn

**Addenda au contrat de services professionnels entre  
d'une part le gouvernement du Québec représenté par  
le ministre délégué aux Affaires autochtones  
et d'autre part M<sup>e</sup> Henri Grondin, c.r.**

=====

Le dernier paragraphe du mandat du contractant prévu à l'article 1 devrait se lire comme suit :

- de faire rapport, au plus tard en mars 1999, des résultats de la négociation avec les Attikameks et les Montagnais et avec le gouvernement fédéral.

L' article 2 – Durée du contrat devrait se lire comme suit :

Sous réserve de l'article 9, le présent contrat commencera le 14 avril 1998 pour se terminer le 31 mars 1999.

L' article 5 – Rémunération devrait se lire comme suit :

- a) Le contractant sera rémunéré au tarif de 175\$/h et ce, sur présentation de comptes d'honoraires. En aucun cas, les honoraires ne devront excéder 260 000 \$ pour la durée de ce mandat.
- b) Ce taux de rémunération inclut toute majoration pour compenser l'absence d'avantages sociaux (vacances, journées de maladie, congés divers, contributions de l'employeur au chapitre des avantages sociaux et autres avantages sociaux).

L'article 7 – Limite de responsabilité financière devrait se lire comme suit :

La responsabilité financière du gouvernement du Québec pour couvrir les honoraires, les dépenses et les frais définis aux présentes, autorisés et inhérents à l'accomplissement du mandat n'excédera pas la somme de 290 000 \$.


Le gouvernement du Québec n'est pas tenu de rembourser au contractant les sommes d'argent dépensées en sus de ce montant ou pour des dépenses non autorisées ou non approuvées.

En foi de quoi, les parties ont signé cet addenda en double original à Québec, ce 18 jour de FEBRIER mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf.

Pour le gouvernement



Guy Chevrette  
Ministre délégué aux Affaires  
autochtones

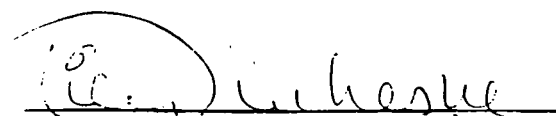


Témoin

Pour le contractant



Henri Grondin, c.r.



Témoin

**CONTRAT**

**DE**

**SERVICES PROFESSIONNELS**

entre  
d'une part

**LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

représenté par

le ministre délégué aux Affaires autochtones  
(ci-après appelé « le gouvernement »)

et

d'autre part

M. Henri Grondin, C.R.  
801, chemin Saint-Louis, bureau 200  
Québec (Québec) G1S 1C1

N.A.S. :221-295-132

(ci-après appelé « le contractant »)

Le gouvernement et le contractant conviennent de ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 – Mandat du contractant**

Selon le mandat décrit en annexe.

#### **ARTICLE 2 – Durée du contrat**

Sous réserve de l'article 9, le présent contrat commencera le 14 avril 1998 pour se terminer le 29 janvier 1999.

#### **ARTICLE 3 – Obligations du contractant**

Le contractant s'engage à :

- a) effectuer toute les démarches, rencontres, consultations, études, recherches et analyse requises pour la réalisation du mandat;
- b) effectuer son mandat avec toute la diligence possible et le professionnalisme requis;
- c) ne pas remettre et à ne divulguer à qui que ce soit sans y être autorisé par le représentant du gouvernement quelque information relative au mandat de négociateur gouvernemental auprès des Attikameks et des Montagnais;
- d) à fournir un « curriculum vitae » qui devient l'annexe A de ce contrat ;
- e) produire un relevé d'honoraires et des dépenses admissibles encourues accompagné de pièces justificatives conformément aux modalités décrites ci-après et conserver un registre de tous les frais imputables à la réalisation du mandat.

#### **ARTICLE 4 – Obligations du gouvernement**

Le gouvernement du Québec fournira au contractant tous les renseignements, les autorisations, approbations et instructions nécessaires ou utiles, avec toute la célérité possible, de façon à lui permettre de remplir ses obligations.

#### **ARTICLE 5 – Rémunération**

- a) Le contractant sera rémunéré au tarif de 175 \$/h et ce, sur présentation de comptes d'honoraires. En aucun cas, les honoraires ne devront excéder 120 000 \$ pour la durée de ce mandat.
- b) Ce taux de rémunération inclut toute majoration pour compenser l'absence d'avantages sociaux (vacances, journées de maladie, congés divers, contributions de l'employeur au chapitre des avantages sociaux et autres avantages sociaux)

#### **ARTICLE 6 – Dépenses et frais de déplacement et de séjour**

- a) Le lieu d'emploi pour l'exécution du présent contrat sera la ville de Québec.
- b) Les frais de séjour et de déplacement encourus lors de déplacement à l'extérieur du lieu d'emploi et requis pour l'exécution du mandat et autorisés au préalable seront remboursés sur production de pièces justificatives et conformément à la directive 7-74 telle qu'elle sera en vigueur au cours de l'exécution du présent contrat.
- c) Nonobstant le paragraphe b) de l'article 6, le gouvernement remboursera au contractant les frais de représentation encourus dans l'exercice de son mandat jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$ pour la durée de ce mandat, sur présentation de pièces justificatives et après autorisation du ministre délégué aux Affaires autochtones ou son représentant.
- d) En aucun cas, le montant total remboursé en frais de déplacement et de voyage et en frais de représentation ne devra excéder 30 000 \$ pour la durée de ce mandat.

## **ARTICLE 7 – Limite de responsabilité financière**

La responsabilité financière du gouvernement du Québec pour couvrir les honoraires, les dépenses et les frais définis aux présentes, autorisés et inhérents à l'accomplissement du mandat n'excédera pas la somme de 150'000 \$.

Le gouvernement du Québec n'est pas tenu de rembourser au contractant les sommes d'argent dépensées en sus de ce montant ou pour des dépenses non autorisées ou non approuvées.

## **ARTICLE 8 – Dispositions générales**

- a) Le gouvernement est propriétaire du droit d'auteur sur les rapports à être éventuellement fournis et sur les documents produits. Le contractant renonce en faveur du gouvernement à tous les droits d'auteur sur les résultats de son travail.
- b) Le contractant assure le gouvernement du Québec de la confidentialité des documents obtenus et des informations acquises dans l'exécution de son mandat.
- c) Le contractant ne s'engage en aucune manière à l'égard du gouvernement du Québec pour plus que ce que prévoit l'esprit du présent contrat.
- d) Les notes d'honoraires et de dépenses sont payées lorsque le ministre délégué aux Affaires autochtones ou son représentant certifie que les conditions du contrat sont respectées.
- e) En aucun temps le présent contrat ne pourra être invoqué à titre de travail temporaire dans la Fonction publique du Québec en vue d'y acquérir le statut d'employé régulier.
- f) Les demandes de paiement découlant de l'exécution de la présente convention sont sujettes à vérification par le Contrôleur des finances qui, à cette fin, a tous les pouvoirs prévus à la Loi sur les commissions d'enquête et plus particulièrement le pouvoir de prendre connaissance et faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge utiles à cette vérification.

## **ARTICLE 9 – Résiliation**

Le gouvernement du Québec se réserve le droit de résilier ce contrat à n'importe quel moment : auquel cas, le contractant n'aura aucun recours contre le gouvernement du Québec sauf celui de rétribution de ses services et dépenses qu'il aura supportés jusqu'à la date de résiliation du contrat, déduction faite, toutefois, des sommes qui lui auront déjà versées.

Pour des raisons jugées valables par le gouvernement, le contractant peut de plein droit, mettre fin à ce contrat avec un avis écrit d'un (1) mois, les paiements étant faits suivant le travail effectué à ce jour sans aucune compensation ou indemnité quelconque.

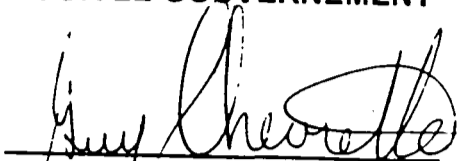
## **ARTICLE 10 – Convention**

Les parties conviennent que la présente entente constitue l'entente complète entre les parties et rescinde toutes conventions, tous pourparlers ou autres accords intervenus entre les parties antérieurement à la signature de ce document.

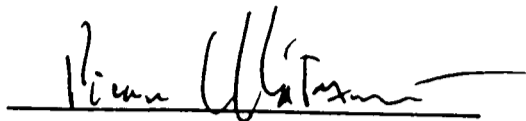
Pour fins d'application et d'exécution du présent contrat, celui-ci est réputé fait et passé en la ville de Québec et le représentant désigné par le gouvernement est le ministre délégué aux Affaires autochtones, ou toute autre personne nommée à ce titre par lui.

En foi de quoi, les parties ont signé ce contrat en double original, à Québec,  
ce 28 jour de AOÛT mille neuf cent quatre vingt dix huit.

**POUR LE GOUVERNEMENT**

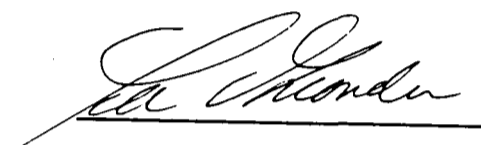


Guy Chevrete  
Ministre délégué aux  
Affaires autochtones

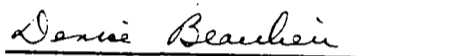


Témoin

**POUR LE CONTRACTANT**



Henri Grondin, C.R.



Témoin

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

32. Dépôt du contrat de service du négociateur, M. Louis Bernard, le mandat, le coût des services, la durée du contrat et une copie du rapport.

**RÉPONSE:**

Contrat avec M. Louis Bernard, négociateur spécial du gouvernement auprès de la nation montagnaise et coordonnateur gouvernemental pour le projet Churchill Falls.

Coût des services : Honoraires versés **184 400 \$**

Durée du contrat : 1er mars 1999 au 29 février 2000.

Rapport intérimaire : Voir réponse à l'annexe 29 dans la section portant sur les Innus.

ADDENDA N° 2

au contrat de services professionnels  
entre d'une part le gouvernement du Québec  
représenté par le secrétaire général du Conseil exécutif  
et d'autre part Louis Bernard Consultant inc.

concernant le mandat de négociateur spécial du gouvernement du Québec  
auprès de la nation montagnaise et coordonnateur gouvernemental  
pour le projet Churchill Falls

L'article 2 – Durée du contrat devrait se lire comme suit :

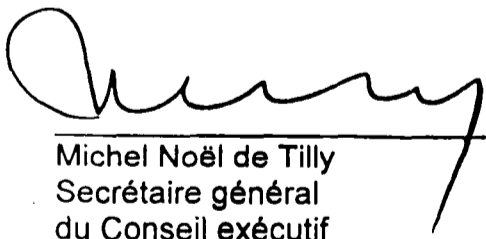
Sous réserve de l'article 9, le présent contrat commencera le 1<sup>er</sup> mars 1999 pour se terminer le 29 février 2000.

L'article 7 – Limite de responsabilité financière devrait se lire comme suit :

La responsabilité financière du gouvernement du Québec pour couvrir les honoraires, les dépenses et les frais définis aux présentes, autorisés et inhérents à l'accomplissement du mandat n'excédera pas la somme de 239 000 \$.

En foi de quoi les parties ont signé cet addenda en double original à Québec, ce 13<sup>e</sup>  
jour de Mars de l'an deux mille.

Pour le gouvernement

  
Michel Noël de Tilly  
Secrétaire général  
du Conseil exécutif

\_\_\_\_\_  
Témoin

Pour le contractant

  
Louis Bernard Consultant inc.

\_\_\_\_\_  
Témoin

## ADDENDA

au contrat de services professionnels  
entre d'une part le gouvernement du Québec  
représenté par le secrétaire général du Conseil exécutif  
et d'autre part Louis Bernard Consultant inc.

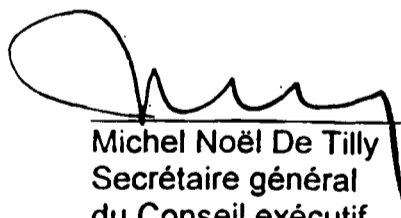
concernant le mandat de négociateur spécial du gouvernement du Québec  
auprès de la nation montagnaise et coordonnateur gouvernemental  
pour le projet Churchill Falls


**L'article 7 – Limite de responsabilité financière devrait se lire comme suit :**

La responsabilité financière du gouvernement du Québec pour couvrir les honoraires, les dépenses et les frais définis aux présentes, autorisés et inhérents à l'accomplissement du mandat n'excédera pas la somme de **190 000 \$**.

En foi de quoi les parties ont signé cet addenda en double original à Québec, ce 11<sup>e</sup> jour de août mille neuf cent quatre vingt dix neuf.


Pour le gouvernement

  
Michel Noël De Tilly  
Secrétaire général  
du Conseil exécutif

  
Témoin

Pour le contractant

  
Louis Bernard Consultant inc.

  
Témoin

**CONTRAT**

**DE**

**SERVICES PROFESSIONNELS**

entre  
d'une part

**LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

représenté par

le secrétaire général du Conseil exécutif,  
(ci-après appelé « le gouvernement »)

et

d'autre part

Louis Bernard Consultant Inc.  
513, rue Stuart  
Outremont (Québec) H2V 3H1

(ci-après appelé « le contractant »)

Le gouvernement et le contractant conviennent de ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 – Mandat du contractant**

Le contractant mettra à la disposition du gouvernement les services de M. Louis Bernard pour remplir le mandat décrit en annexe.

#### **ARTICLE 2 – Durée du contrat**

Sous réserve de l'article 9, le présent contrat commencera le 1<sup>er</sup> mars 1999 pour se terminer le 31 octobre 1999.

#### **ARTICLE 3 – Obligations du contractant**

Le contractant s'engage à :

- a) effectuer toutes les démarches, rencontres, consultations, études, recherches et analyses requises pour la réalisation du mandat;
- b) effectuer son mandat avec toute la diligence possible et le professionnalisme requis;
- c) ne pas remettre et à ne divulguer à qui que ce soit sans y être autorisé par le représentant du gouvernement quelque information relative au mandat de négociateur spécial du gouvernement du Québec auprès de la nation montagnaise et du coordonnateur gouvernemental pour le projet Churchill Falls;
- d) à fournir un « curriculum vitae » de M. Louis Bernard qui devient l'annexe A de ce contrat ;
- e) produire un relevé d'honoraires et des dépenses admissibles encourues accompagné de pièces justificatives conformément aux modalités décrites ci-après et conserver un registre de tous les frais imputables à la réalisation du mandat.

#### **ARTICLE 4 – Obligations du gouvernement**

Le gouvernement du Québec fournira au contractant tous les renseignements, les autorisations, approbations et instructions nécessaires ou utiles, avec toute la célérité possible, de façon à lui permettre de remplir ses obligations.

#### **ARTICLE 5 – Rémunération**

- a) Le contractant sera rémunéré au tarif de 200 \$/h (maximum 1 500\$ par jour) et ce, sur présentation de comptes d'honoraires.
- b) Ce taux de rémunération inclut toute majoration pour compenser l'absence d'avantages sociaux (vacances, journées de maladie, congés divers, contributions de l'employeur au chapitre des avantages sociaux et autres avantages sociaux).

#### **ARTICLE 6 – Dépenses et frais de déplacement, de séjour et de représentation**

- a) Le lieu d'emploi pour l'exécution du présent contrat sera la ville de Montréal, dans les bureaux désignés par le secrétaire général du gouvernement.
- b) Les frais de séjour, et de déplacement encourus lors de déplacement à l'extérieur du lieu d'emploi et requis pour l'exécution du mandat et autorisés au préalable seront remboursés sur production de pièces justificatives et conformément à la directive 7-74 telle qu'elle sera en vigueur au cours de l'exécution du présent contrat.
- c) Nonobstant le paragraphe b) de l'article 6, le gouvernement remboursera au contractant les frais de représentation encourus dans l'exercice de son mandat sur présentation de pièces justificatives .

## **ARTICLE 7 – Limite de responsabilité financière**

La responsabilité financière du gouvernement du Québec pour couvrir les honoraires, les dépenses autorisés et inhérents à l'accomplissement du mandat n'excédera pas la somme de **95 000 \$**.

Le gouvernement du Québec n'est pas tenu de rembourser au contractant les sommes d'argent dépensées en sus de ce montant ou pour des dépenses non autorisées ou non approuvées.

## **ARTICLE 8 – Dispositions générales**

- a) Le gouvernement est propriétaire du droit d'auteur sur les rapports à être éventuellement fournis et sur les documents produits. Le contractant renonce en faveur du gouvernement à tous les droits d'auteur sur les résultats de son travail.
- b) Le contractant assure le gouvernement du Québec de la confidentialité des documents obtenus et des informations acquises dans l'exécution de son mandat.
- c) Le contractant ne s'engage en aucune manière à l'égard du gouvernement du Québec pour plus que ce que prévoit l'esprit du présent contrat.
- d) Les notes d'honoraires et de dépenses sont payées lorsque le secrétaire général du Conseil exécutif ou son représentant certifie que les conditions du contrat sont respectées.
- e) En aucun temps le présent contrat ne pourra être invoqué à titre de travail temporaire dans la Fonction publique du Québec en vue d'y acquérir le statut d'employé régulier.
- f) Les demandes de paiement découlant de l'exécution de la présente convention sont sujettes à vérification par le Contrôleur des finances qui, à cette fin, a tous les pouvoirs prévus à la Loi sur les commissions d'enquête et plus particulièrement le pouvoir de prendre connaissance et faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge utiles à cette vérification.

## **ARTICLE 9 – Résiliation**

Le gouvernement du Québec se réserve le droit de résilier ce contrat à n'importe quel moment : auquel cas, le contractant n'aura aucun recours contre le gouvernement du Québec sauf celui de rétribution de ses services et dépenses qu'il aura supportés jusqu'à la date de résiliation du contrat, déduction faite, toutefois, des sommes qui lui auront déjà été versées.

Pour des raisons jugées valables par le gouvernement, le contractant peut de plein droit, mettre fin à ce contrat avec un avis écrit d'un (1) mois, les paiements étant faits suivant le travail effectué à ce jour sans aucune compensation ou indemnité quelconque.

## **ARTICLE 10 - EXEMPTION RELATIVE À LA T.P.S. ET À LA T.V.Q.**

Ceci est pour certifier que les services retenus en vertu du présent contrat sont requis et payés par le MINISTRE avec les deniers de la Couronne et ne sont donc pas assujettis à la taxe de vente du Québec ni à la taxe fédérale sur les produits et services.

## **ARTICLE 11 - COMPENSATIONS FISCALES**

Conformément à l'article 31.1.1 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31), lorsque le FOURNISSEUR est redevable d'un montant

exigible en vertu d'une loi fiscale, le ministère ou le FOURNISSEUR acquéreur, dans le cas où ce dernier est un organisme public tel que défini à l'article 31.1.4 de cette loi, pourra, s'il en est requis par le ministre du Revenu, transmettre à celui-ci tout ou partie du montant payable en vertu du présent contrat afin que le MINISTRE puisse affecter en tout ou en partie ce montant au paiement de cette dette.

#### **ARTICLE 12 – Convention**

Les parties conviennent que la présente entente constitue l'entente complète entre les parties et rescinde toutes conventions, tous pourparlers ou autres accords intervenus entre les parties antérieurement à la signature de ce document.

Pour fins d'application et d'exécution du présent contrat, celui-ci est réputé fait et passé en la ville de Québec et le représentant désigné par le gouvernement est le secrétaire général du Conseil exécutif, ou toute autre personne nommée à ce titre par lui.

En foi de quoi, les parties ont signé ce contrat en double original, à Québec, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ mille neuf cent quatre vingt dix neuf.

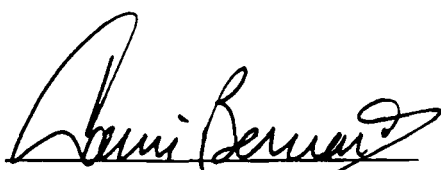
#### **POUR LE GOUVERNEMENT**



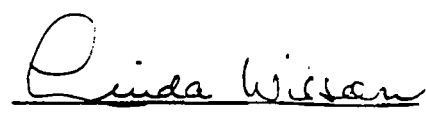
Michel Noël De Tilly  
Secrétaire général du Conseil exécutif

\_\_\_\_\_  
Témoin

#### **POUR LE CONTRACTANT**



Louis Bernard Consultant Inc.



Témoin

## **MANDAT DE MONSIEUR LOUIS BERNARD**

### **Négociateur spécial du gouvernement du Québec auprès de la nation montagnaise et coordonnateur gouvernemental pour le projet Churchill Falls**

Sous l'autorité du secrétaire général du Conseil exécutif, monsieur Louis Bernard agira à titre de négociateur spécial du gouvernement du Québec auprès de la nation montagnaise et coordonnateur gouvernemental pour le projet de Churchill Falls et aura comme mandat :

- de faire la revue de l'état des négociations qui ont été poursuivies avec la nation montagnaise depuis 1980 et, par la suite, proposer au gouvernement les mesures à prendre pour conclure ces négociations dans les meilleurs délais;
- de coordonner l'équipe interministérielle chargée d'appuyer ces négociations avec la nation montagnaise;
- de représenter le gouvernement du Québec auprès de la nation montagnaise, du gouvernement fédéral et de toute autre partie intéressée par ces négociations;
- d'assurer la coordination gouvernementale liée au projet de Churchill Falls, ainsi que la liaison auprès d'Hydro-Québec et, à cette fin, participer aux travaux de l'équipe de négociation d'Hydro-Québec.
- de faire rapport à un comité ministériel spécial.

**Président de Louis Bernard Consultant Inc.**  
**Avocat, membre du Barreau du Québec**

**Études:** Collège Ste-Marie (Montréal). Université de Montréal. London School of Economics and Political Science.

**Diplômes:** B.A. (Université de Montréal)  
 LL.L. (Université de Montréal)  
 M.A. Droit (Université de Montréal)  
 Ph.D. Administrative Law, University of London UK

**Carrière professionnelle:** Avocat, Stikeman et Elliott (Montréal 1960-61). Conseiller juridique, ministère des Affaires fédérales-provinciales (Québec) 1964-66. Directeur général des relations fédérales-provinciales (Québec) 1967-69. Sous-ministre adjoint, ministère des Affaires inter-gouvernementales (Québec) 1969-70. Chef de cabinet du Chef parlementaire du Parti Québécois, août 1970. Chef de cabinet du Chef de l'Opposition à l'Assemblée nationale du Québec, octobre 1973. Chef de cabinet du Premier ministre, novembre 1976. Secrétaire général associé à la Réforme électorale et parlementaire, octobre 1977. Secrétaire général du Conseil exécutif, avril 1978. Détachement temporaire auprès de l'École nationale d'administration publique, janvier 1986. Conseiller spécial, ministère du Conseil exécutif, mars 1987. Premier vice-président - Administration et Secrétaire, Banque Laurentienne du Canada, octobre 1987. Vice-président exécutif - Administration et Secrétaire, Banque Laurentienne du Canada, août 1996. Président de Louis Bernard Consultant Inc., août 1998

**Distinction honorifique:** Médaille d'or Vanier (Institut d'administration publique du Canada).

**Mandats spéciaux:** Président du Groupe de travail sur les processus d'octroi de contrats du gouvernement, mis sur pied par le Gouvernement du Québec - novembre 1989 à mai 1990. Rapport intitulé "L'efficacité dans la transparence" publié en mai 1990. Éditeur officiel du Québec. - Congé sans solde afin d'agir comme Secrétaire général du Conseil exécutif pour assurer la transition du nouveau gouvernement - septembre 1994 à septembre 1995.

**Conseils d'administration:** Président du Conseil d'administration de l'Institut de Cardiologie de Montréal et membre du Conseil d'administration de la Société de la Place des Arts et du Conseil d'administration du Musée des beaux-arts de Montréal.

**Activité courante:** Consultant en matières d'administration, organisation, développement, services financiers et professionnels, médiation et arbitrage.

**Association:** Barreau du Québec.

**Club:** Club universitaire de Montréal.

Avril 1998

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

33. Ventilation des sommes investies en 1999-2000, pour la construction et l'entretien du site web, du Secrétariat aux affaires autochtones, ainsi que le dépôt des contrats octroyés pour le site internet.

**RÉPONSE:**

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

34. Actions posées et positions prises par le Secrétariat aux affaires autochtones sur le statut fiscal des Autochtones et la question de l'imposition.

**RÉPONSE :**

Le Secrétariat aux affaires autochtones contribue à mettre en œuvre les éléments qu'a fait connaître le gouvernement du Québec concernant les affaires autochtones rendus publiques le 2 avril 1998 concernant la fiscalité et les Autochtones.

L'Entente sur la fiscalité, des biens et services de consommation conclue entre le Québec et Kahnawake en mars 1999 prévoit la mise en place d'une carte d'identification pour des fins d'exemption de taxe de vente du Québec pour les achats effectués hors réserve en temps réel de la transaction.

Les parties travaillent activement à l'implantation de cette carte et ont convenu de mesures intérimaires. Celles-ci consistent à une exemption de taxe de vente du Québec pour les achats effectués sur l'Île de Montréal et les MRC de Roussillon et de Champlain, lors de la transaction et ce, sur présentation de la carte d'Indien et du permis de conduite et/ou de la carte d'assurance maladie.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

35. État d'avancement du projet de système de carte magnétique servant à gérer les exemptions fiscales dans les communautés autochtones.

**RÉPONSE :**

Suite à la signature d'une entente-cadre avec Kahnawake en octobre 1998, le négociateur du Québec a négocié deux ententes sectorielles sur la fiscalité des biens et services de consommation et l'autre sur la fiscalité de l'alcool, du tabac et des carburants.

Ces ententes furent signées par le ministre des Finances, le ministre du Revenu et le ministre délégué aux Affaires autochtones.

Une étude de faisabilité sur la carte magnétique fut réalisée par la filiale de SIBN de la Banque Nationale. Celle-ci a fait l'objet d'une présentation le 22 décembre 1999 aux parties concernées. Elle démontre que les coûts d'implantation d'une telle carte sont considérables et que les délais à prévoir pour l'implantation d'un tel système sont importants.

Le groupe de travail technique (MRQ, ministère des Finances et SAA) sur les ententes concernant la fiscalité entre le Québec et Kahnawake travaille sur une alternative à la carte magnétique qui serait davantage acceptable pour les deux parties.

Des mesures transitoires furent adoptées par le règlement en décembre 1999. Celles-ci prévoient l'exemption de la taxe de vente du Québec pour un mohawk de Kahnawake sur présentation de la carte d'Indien et d'une autre carte d'identité conforme aux pièces listées dans le règlement.

Toute demande de renseignement supplémentaire concernant ce dossier doit être dirigée au MRQ.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

36. État de situation du dossier et l'implication du Secrétariat aux affaires autochtones concernant le méga projet de la Basse-Churchill de même que la situation des négociations avec le conseil Tribal de Mamit Innuat.

**RÉPONSE :**

Voir la réponse à l'annexe 29.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001****Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01****Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

37. Liste des projets économiques présentés par les administrations autochtones au Secrétariat aux affaires autochtones et état d'avancement de ces projets.

**RÉPONSE :****Les Algonquins**

- Coopérative de récolte forestière au Lac-Simon :
  - L'élaboration du plan de financement du projet est en cours de réalisation ;
  - On tente d'adapter la formule coopérative au milieu autochtone du Lac-Simon.
- Projets de formation de travailleurs forestiers à Timiskaming et Kebaowek :
  - On a terminé le plan de formation en collaboration avec la Commission scolaire Harricana ;
  - On entame la phase de recherche de financement.
- Projet de station-service et de dépanneur à Kitigan Zibi :
  - Le SAA a offert sa collaboration au promoteur dans sa recherche de financement ;
  - Nous sommes en attente d'une réponse de la part de ce dernier.
- Projet de récolte forestière avec chevaux à Winneway :
  - Le SAA a offert sa collaboration au promoteur dans sa recherche de financement ;
  - Nous sommes en attente d'une réponse de la part de ce dernier.
- Projet de construction d'une scierie à Kitigan Zibi :
  - Le conseil de bande est en discussion avec le MRN pour un octroi d'un volume de bois par le MRN.
- Projet de radio communautaire et de centre d'hébergement à Pikogan :
  - Les plans d'affaires des projets restent à être déposés au SAA ;
  - Possible participation financière du SAA par l'entremise du Fonds de développement pour les Autochtones.

**Les Malécites**

Un plan quinquennal de développement économique a été déposé au SAA en janvier 2000. Les priorités identifiées par le conseil pour 2000-2001 sont les suivantes :

- Pêche commerciale :
  - Le plan final reste à être déposé au SAA et les avis sectoriels à être recueillis ;
  - Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) suit et collabore à ce dossier.
- Mise en valeur de la maison Launière :
  - Le plan d'affaires de ce centre d'interprétation et d'artisanat reste à être déposé au SAA ;
  - Les études préliminaires ont été réalisées par le conseil.

### **Les Hurons-Wendats**

- Revitalisation du vieux Wendake :
  - Projet d'envergure de près de 18 M. \$ déposé au SAA en février dernier ;
  - Les études sectorielles sont complétées concernant certains aspects du projet (musée des Hurons, Maison Tsawenhohi) ;
  - Une rencontre a eu lieu entre les représentants du conseil, les représentants du gouvernement fédéral et ceux du Québec pour la réalisation d'un plan de financement pour ce projet.
- Construction d'une auberge en forêt :
  - Projet déposé au SAA en 1999 ;
  - Suite à la signature de l'entente particulière sur la mise en œuvre du Fonds de développement pour les Autochtones, le projet sera identifié d'ici peu par le conseil comme une priorité ;
  - La recherche d'une formule de financement pour ce projet pourra alors reprendre.

### **Les Attikameks**

- Projet d'une usine de sciage à Wemotaci : avant-projet préliminaire
- Projet d'une station-service/dépanneur à Wemotaci : réalisé
- Projet d'agrandissement de l'usine de sciage d'Opitciwan (phase II : usine de rabotage) : études d'avant-projet réalisées

### **Les Micmacs**

- Projet d'un centre ethnotouristique à Gesgapegiag. Révision des études d'avant-projet en cours

### **Les Abénaquis**

- Projet de casino à Odanak : s'inscrit dans le cadre de l'analyse des projets de casinos autochtones
- Projet de centre ethnotouristique à Odanak : plan d'affaires en voie de réalisation
- Amélioration du musée d'Odanak : analyser dans le cadre du programme de financement des équipements culturels
- Projet d'un garage de mécanique générale à Wôlinak : étude de marché à compléter
- Projet d'un café internet à Wôlinak : plan d'affaires en voie de réalisation
- Commercialisation du Carrefour Wôlinak : étude de faisabilité à venir
- Commercialisation des sites culturels à la pourvoirie Waban-Aki : étude de faisabilité à venir

### **Les Montagnais**

- Développement et gestion de la ressource faunique, par le Conseil des Montagnais de Natashquan : plan de gestion en élaboration par Natashquan et les discussions avec la FAPAQ suivront
- Projet d'établissement d'une scierie par le Conseil des Montagnais de Natashquan : plan d'affaires déposé par les Montagnais à l'étude par certains organismes gouvernementaux

- Demande d'une entente concernant l'aménagement forestier, par le Conseil des Montagnais de Natashquan : en discussion avec MRN
- Plan de développement touristique de Papinachois, par le Conseil de bande de Betsiamites : en voie de réalisation
- Projet portant sur une usine de bois à valeur ajoutée, par le Conseil de bande de Betsiamites : plan d'affaires en élaboration par Betsiamites. Discussion avec certains partenaires gouvernementaux en cours
- Projet d'aménagement forestier, par le Conseil de bande de Betsiamites : discussion en cours avec le MRN
- Projet d'acquisition d'une pourvoirie sur la rivière Etamamiou, par le Conseil des Montagnais de Unamen Shipu (La Romaine) : opérationnalisation de la pourvoirie en fonction du contrat d'affaires entre Donohue, la Romaine et le Québec. Préparation de la deuxième saison du contrat
- Promotion et développement du produit touristique autochtone : financement de la Société touristique des Autochtones du Québec (STAQ)
- Demande adressée au Fonds minier autochtone par Natashquan : projet d'entente à être signé entre le MRN et Natashquan
- Projet d'un centre d'interprétation de la culture montagnaise présenté par le Conseil des Montagnais Essipit : en discussion avec MCC et MAINC, et Régions
- Réaménagement de l'aéroport de la Romaine et amélioration de son chemin d'accès : début des travaux le 3 avril 2000. Le plan de construction suit son cours.

### Les Cris

#### **Mistissini**

- Relais routier sur la Route du Nord : le promoteur procède à une révision du projet
- Hôtel : projet dont la première phase est en instance d'approbation, recommandé par Tourisme Québec
- Autres projets de développement touristique : projets sous évaluation, recommandation positive de Tourisme Québec
- Implication dans la gestion de la réserve faunique des lacs Albanel-Mistassini et Waconichi : conseil de la nation crie de Mistissini étudie une proposition de la FAPAQ
- Centre commercial : projet en discussion avec le ministère des Régions et les agences fédérales.

#### **Oujé-Bougoumou**

- Pisciculture : projet sous évaluation et visite récente du MAPAQ auprès du promoteur.

### **Waswanipi**

- Expansion de la scierie : projet en instance d'approbation
- Usine de transformation du poisson : le promoteur n'a pas donné suite au projet discuté avec le MAPAQ et la FAPAQ.

### **Eastmain**

- Relais routier sur la Route de la Baie-James : projet sous évaluation.

### **Wemindji/Chisasibi**

- Port en eau profonde : étude de préfaisabilité réalisée, notamment grâce à la contribution financière du MTQ.

### **Chisasibi**

- Projet de développement touristique : Tourisme Québec a offert un programme de financement pour la réalisation d'études de marché.

### **Les Mohawks**

#### **Akwesasne**

- Projet de pisciculture *Ekohawk* (commercialisation de la perchaude), Akwesasne
- Projet *Iroquois Water Ltd.* (embouteillage et mise en marché), Akwesasne
- Projet *Tyenakwe Tours* (expansion d'une entreprise existante de transport), Akwesasne
- Projet *d'Akwesasne economic development agency* (formation et services aux entreprises), Akwesasne
- Projet *Akwesasne Waste Water Systems Corp.* (développement de systèmes de traitement des eaux pour des fins de commercialisation), Akwesasne
- Projet *Kanien'kéha Language* (revitalisation et préservation de la langue mohawk), Akwesasne
- Projet *Mohawk heritage and culture* (comprend cinq projets à caractère culturel), Akwesasne
- Projet *Mohawk International Lacrosse* (entreprise de fabrication de bâtons de crosse).

#### **Kanesatake**

- Projet *Kahanwake nutrition center* (expansion d'un centre d'aliments naturels), Kanesatake

Le Secrétariat aux affaires autochtones et la communauté mohawk de Kanesatake amorcent actuellement les pourparlers en matière de développement économique dans le cadre du Fonds développement pour les Autochtones.

#### **Kahnawake**

Le Secrétariat aux affaires autochtones et la communauté mohawk de Kahnawake amorcent actuellement les pourparlers en matière de développement économique dans le cadre du Fonds développement pour les Autochtones.

### **Les Naskapis**

Le Secrétariat aux affaires autochtones et la communauté naskapie de Kawawachikamach amorcent actuellement les pourparlers en matière de développement économique dans le cadre du Fonds développement pour les Autochtones.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

38. Liste des projets financés par le Fonds de développement pour les autochtones incluant la description des projets, la clientèle visée et leur période de réalisation.

**RÉPONSE :**

**Fonds de développement pour les Autochtones**  
**1999-2000**

Projets	Description	Clientèle visée	Période de réalisation
4 centres de la petite enfance	Construction de 4 centres de la petite enfance à Kuujuarapik, Salluit, Kangirsuk et Kangiqsualujjuaq – 2M\$	Inuits	Fin des travaux : Été 2000
Centre récréatif d'Inukjuak	Construction d'un centre récréatif – 4 M\$	Inuits	Fin des travaux : 31 juillet 1999
Société touristique des Autochtones du Québec	Création d'une nouvelle société touristique visant à structurer et à stimuler le développement de l'offre touristique autochtone au Québec et en assurer la cohérence notamment par le regroupement des promoteurs et la promotion ainsi que la commercialisation de l'offre touristique autochtone – 200 000 \$	Toutes les nations	1999-2000
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Construction d'un centre de la petite enfance Abinodic-Miguam à Val-d'Or – 175 000 \$	Algonquins et cris de Val-d'Or vivant hors communauté	2000
Conseil de bande Essipit	Acquisition du camping Tadoussac inc. 214 000 \$	Montagnais Essipit	Mars 2000

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

39. Implication du Secrétariat dans le dossier du développement économique dans les conseils de bande.

- a) état des négociations;
- b) programme financier;
- c) évaluation des projets.

**RÉPONSE :**

- a) La création du Fonds de développement pour les Autochtones s'est concrétisée à l'automne 1999. Il comprend notamment un volet de développement économique. Le Fonds intervient en complément des autres intervenants gouvernementaux selon les besoins et les priorités exprimés par chaque communauté.

Ainsi, chaque communauté a à présenter une liste de mesures ou de projets prioritaires de développement économique et d'infrastructures communautaires pouvant être financés à l'intérieur de l'enveloppe financière qui leur est dédiée. Une programmation annuelle est établie conjointement.

Jusqu'à maintenant, sept ententes particulières établissant les modalités de programmation et de concertation en matière de développement économique et d'infrastructures communautaires ont été signées, soit avec Essipit, Odanak, Wôlinak, Akwesasne, Betsimaites, Wendake, Natashquan, Wemotaci. Ces ententes s'ajoutent à l'entente particulière concernant l'enveloppe de financement pour le développement des communautés inuites (14 villages nordiques) et à l'entente sectorielle de développement économique de Kahnawake.

Les négociations ou discussions visant la signature d'une entente particulière se poursuivent avec :

- Pikogan
- Kitcisakik
- Lac-Simon
- Hunter's Point
- Lac-Rapide
- Kanesatake
- Malécites de Viger
- Naskapis
- Obedjiwan
- Listuguj

- b) Dans le cadre des ententes particulières actuellement signées, les parties sont à établir une première programmation selon l'enveloppe annuelle convenue.
- c) Il est trop tôt pour faire une évaluation des projets qui seront éventuellement retenus.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

40. État de situation du dossier concernant le prolongement de la voie réservée au transport en commun entre le rond-point Bédard, sur la réserve de Kahnawake et le boulevard Saint-Francis, à Châteauguay.

**RÉPONSE :**

Suite à la signature d'une entente-cadre avec Kahnawake en octobre 1998, le négociateur spécial du Québec a négocié et conclu une entente sectorielle sur le transport et les droits d'usage qui fut signée par le ministre délégué aux affaires autochtones et ministre des Transports en mars 1999.

Dans son rôle de coordination, le Secrétariat aux affaires autochtones participe aux travaux de comité technique relatif à l'implantation de cette entente.

Ainsi, en ce qui concerne l'avancement de ce dossier :

Les ingénieurs-conseils Pellemon-LVLVAI ont depuis l'automne 1999 le mandat de l'étude et la conception du projet. Présentement, les parties en sont à l'étape d'avant-projet définitif

Une problématique de drainage n'a pas encore été résolue. Différentes solutions sont sous étude. Des discussions sont en cours entre la Ville de Châteauguay, Kahnawake et le Ministère, puisqu'une décision finale dépend d'un accord entre ces trois parties.

Les travaux se feront en deux phases en un même contrat, la première étant l'aménagement du rond-point, et la deuxième le prolongement de la voie réservée sur la 138. Le début des travaux est prévu pour juillet 2000 considérant la problématique de drainage. Les représentants des Technical Services of Kahnawake participent avec le MTQ et les consultants à toutes les étapes de la conception du projet.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

41. Actions posées et crédits dépensés suite à l'arrêt Marshall sur les droits de pêche des communautés autochtones.

**RÉPONSE :**

**Actions posées**

Une lettre a été transmise à M. Robert D. Nault, ministre des Affaires indiennes et Nord Canada, lui indiquant que les traités de 1760 et 1761 mentionnés dans la décision, n'ont pas d'application au Québec puisque la Cour Suprême indique dans son jugement que les traités sont de portée locale.

Un historien a été engagé pour éclaircir certains éléments historiques.

**Crédits dépensés**

Contrat de Alain Beaulieu, historien : 1 295 \$

Rencontre à Ottawa pour discuter de la compréhension du contenu du jugement.  
Échange de points de vue sur sa portée. Billets d'avion : 663 \$.



Ministre des Transports  
Ministre délégué aux Affaires autochtones  
Ministre responsable de la Faune et des Parcs

Québec, le 17 mars 2000

Monsieur Robert D. Nault  
Ministre des Affaires indiennes  
et du Nord Canadien  
Ottawa (Ontario) K1A 0H4

Monsieur,

La présente fait suite à votre lettre du 8 mars dernier par laquelle vous m'informiez de faits nouveaux survenus à la suite de la décision Marshall et vous suggériez également une rencontre de nos représentants afin d'accroître les possibilités de développement économique des communautés autochtones.

J'aimerais tout d'abord vous indiquer que, suite aux précisions apportées par la Cour suprême du Canada le 17 novembre dernier, nous considérons que les traités de 1760 et 1761 mentionnés dans le jugement n'ont pas d'application sur le territoire du Québec. En effet, la Cour indique dans sa décision du 17 novembre que les traités en question sont de portée locale, ils sont donc, à notre avis, non-applicables au Québec.

Nous ne participerons donc pas aux rencontres ayant pour but de mettre en œuvre la décision Marshall. Nous sommes cependant disposés à participer à des rencontres visant à accroître les possibilités de développement économique des collectivités autochtones du Québec, le cas échéant.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations les plus sincères.



GUY CHEVRETTE